



Arrêter la déforestation ?

REDD+ et la protection de l'industrie des combustibles fossiles et de la conservation



Peuples autochtones discutant des impacts des politiques climatiques sur leurs territoires
Xapuri (Acre, Brésil), Mai 2017. Ph: Gerhard Dilger (FRL)

Une compilation d'articles du Bulletin
du Mouvement mondial pour les forêts tropicales (WRM)
à l'occasion du Sommet mondial sur l'action pour le climat qui se
tiendra du 12 au 14 septembre en Californie, aux États-Unis

Arrêter la déforestation ? REDD+ et la protection de l'industrie des combustibles fossiles et de la conservation

Une compilation d'articles du Bulletin du
Mouvement mondial pour les forêts tropicales (WRM) à
l'occasion du Sommet mondial sur l'action pour le climat qui se
tiendra du 12 au 14 septembre en Californie, aux États-Unis

Septembre 2018



Table des matières

1. Introduction	7
------------------------------	---

2. Compilation d'articles du Bulletin WRM	13
--	----

Des projets REDD+ aux programmes REDD+ « juridiques » : encore une mauvaise nouvelle pour le climat et les communautés	13
---	----

Extrait du Bulletin WRM 231, juin 2017

La REDD+ est passée de projets individuels à des programmes couvrant des régions ou des provinces entières à l'intérieur d'un pays, pour finalement englober des pays entiers. Ces nouveaux types d'initiatives REDD+ sont souvent appelés « REDD juridique ». Pour les communautés les effets risquent fort d'être très similaires à ceux des projets REDD : elles seront les premières à devoir restreindre leurs méthodes traditionnelles d'utilisation de la forêt, et les dernières à recevoir une compensation significative ou les « bénéfiques » que la REDD+ est censée apporter aux communautés dépendant des forêts. Cet article s'intéresse à ce qui motive ce passage des projets REDD+ à la REDD+ « juridique ».

La mention de REDD+ dans l'Accord de Paris assure le financement de l'industrie de la conservation, tandis que le déboisement à grande échelle progresse sans encombre	18
---	----

Extrait du Bulletin WRM 228 - Janvier 2017

En dépit des résultats lamentables de REDD+ au cours des 10 dernières années, les investisseurs institutionnels et privés, tels que le Fonds vert pour le climat ou les gouvernements norvégien et allemand, et leurs partenaires du secteur de la conservation continuent d'annoncer de nouvelles initiatives REDD +. Des preuves de plus en plus nombreuses montrent toutefois que si l'objectif est de réduire les pertes de forêts et de s'attaquer aux causes profondes du changement climatique, il est contre-productif de continuer à financer la REDD+. Le dispositif REDD+ permet surtout aux acteurs du secteur du développement et de la conservation de continuer à avoir accès à des ressources financières.

REDD et droits : le bon, la brute et le truand	22
---	----

Extrait du Bulletin WRM 234 - Novembre 2017

La proposition d'inclure les forêts dans les négociations sur le climat des Nations Unies a maintenant 10 ans. Depuis lors, la question des droits de l'homme et des droits des peuples autochtones, des femmes, des communautés locales et d'autres parties prenantes, a fait l'objet d'un jeu de différents acteurs, scénarios, scènes, castings et comédies. Lorsque le concept de droits fait partie des négociations sur le climat, il privilégie les bénéfices du marché libre, tout en réduisant à néant les contextes culturels et politiques des villages et des peuples où ces types de projets ou programmes sont menés.

Le projet Envira REDD+ dans l'État d'Acre, au Brésil : une certification Gold pour des promesses vides 26

Extrait du Bulletin WRM 237 - Avril 2018

Ce projet est l'une des trois opérations REDD+ menées par la société américaine CarbonCo LLC dans l'État brésilien d'Acre. Une communauté de récolteurs de caoutchouc se retrouve impliquée dans un projet de 40 000 hectares. La communauté doit mener une lutte difficile pour préserver son mode de vie. Le projet, qui s'appuie sur des demandes basées sur des titres fonciers douteux, a déjà vendu des crédits carbone, mais les seuls « bénéfiques » pour la communauté ont été des kits dentaires et une visite chez le dentiste.

Alerte sur REDD ! Comment les projets REDD+ sapent l'agriculture paysanne et les vraies solutions du changement climatique 30

Extrait du Bulletin WRM 219 - Octobre 2015

L'agriculture fait de plus en plus l'objet de débats dans les forums de haut niveau sur le changement climatique qui proposent diverses initiatives censément destinées à aider les agriculteurs à s'adapter au changement climatique et à diminuer les émissions de gaz à effet de serre de l'agriculture. L'une de ces initiatives est l'initiative REDD+. L'initiative REDD+, cependant, renforce le système alimentaire de l'agro-business qui est en grande partie responsable du changement climatique, prive de nombreuses communautés et peuples de la forêt de leurs territoires, et fragilise les systèmes alimentaires et agricoles des paysans et des peuples autochtones qui sont en fait capables de « refroidir » la planète.

Quelle est la plus forte contradiction du système REDD+ ? 36

Extrait du Bulletin WRM 208 - Novembre 2014

Cela fait des années qu'un groupe de banques, d'entreprises, de gouvernements et d'ONG de conservation essaient de montrer que l'initiative REDD+ est un bon moyen pour combattre les changements climatiques. Cependant, au fur et à mesure que le WRM a cherché à en savoir plus sur la REDD+ et, en particulier, sur les projets qui ont été mis en œuvre, il a constaté que ce système accumulait les échecs et qu'il péchait par de nombreuses contradictions. Cet article passe en revue certaines des plus graves contradictions du mécanisme REDD+.

Un mythe de REDD+ : la « gestion forestière durable » 39

Extrait du Bulletin WRM 207 - Octobre 2014

Les négociations de l'ONU sur le climat ont intégré dans les accords passés en 2010 la notion de la « gestion forestière durable » (GFD). La GFD constitue l'une des parties en « plus » (« + ») de REDD. Dans le cadre de la REDD+, la GFD est encouragée en tant que moyen pour réduire les émissions de GES. C'est un mythe. La réalité est que la GFD permet à une exploitation forestière destructive et souvent illégale de se poursuivre en toute impunité.

3. Résistance aux propositions d'autoriser des compensations forestières internationales sur le marché du carbone en Californie : quelques exemples	43
- Déclaration de Sena Madureira (juin 2018) Disponible uniquement en anglais et en portugais.	43
- Les peuples autochtones de l'État d'Acre déclarent leur rejet des politiques REDD et leur soutien à l'organisation locale CIMI (septembre 2017) Disponible uniquement en anglais et en portugais.	47
- Motion de rejet et de solidarité avec les dirigeants confrontés à des menaces dans l'État d'Acre (août 2017) Disponible uniquement en anglais et en portugais.	49
- Déclaration de Xapuri (Acre, mai 2017) Disponible uniquement en anglais, en espagnol et en portugais.	52
- Une lettre ouverte provenant de l'État d'Acre (Brésil) dénonce la « consultation » au sujet de REDD en Californie	54
 4. Lectures complémentaires	 57



1. Introduction

Il y a plus de 30 ans, lors du Congrès forestier mondial de la FAO en 1985, le Plan d'action forestier tropical (PAFT) a été adopté pour offrir un nouveau cadre international visant à résoudre le problème de la déforestation. Les représentants des organismes donateurs bilatéraux et multilatéraux, avec le soutien de quelques ONG internationales, ont également accepté le PAFT (rebaptisé par la suite Programme d'action pour les forêts tropicales) comme cadre pour leurs activités et financements concernant les forêts tropicales. (1)

La Banque mondiale a ouvert la voie au PAFT avec des projets pilotes et des programmes d'investissement. En l'espace de 10 ans, plus d'une centaine de pays se sont engagés dans les processus du PAFT, sous la direction de la FAO, en partenariat avec la Banque mondiale, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et le World Resources Institute (WRI). Les ministères des pays du Sud ont préparé des plans nationaux pour faire face au problème de la déforestation dans les domaines spécifiques que le PAFT avait jugés « critiques ». La totalité de ces derniers se rapportaient à la promotion d'une organisation néolibérale d'institutions publiques ainsi qu'à une utilisation cloisonnée des terres favorisant d'une part les monocultures industrielles et les industries d'exportation et de transformation connexes et d'autre part les zones forestières strictement protégées qui privaient les communautés locales de la forêt (devenant ainsi des « parcs sans habitants »). Alors que la situation critique des forêts se poursuivait et que la déforestation connaissait une croissance accélérée, la majorité des initiatives du PAFT se sont effondrées en 1995, même si les communautés forestières en ont subi des impacts négatifs pendant beaucoup plus longtemps.

Depuis 2005, le financement de la Banque mondiale et de la FAO (ainsi que du PNUD et du WRI et de quelques donateurs de pays industrialisés et ONG de conservation internationales) a à nouveau mis en avant des initiatives pilotes, des politiques nationales et des programmes d'investissement dans les pays du Sud dotés de forêts tropicales. Là encore, l'objectif déclaré est de s'attaquer au problème de la déforestation. L'objectif de « développement » du PAFT a été remplacé par un autre : s'attaquer à la crise climatique en réduisant les émissions résultant de la destruction des forêts. Cette fois le « plan » a été appelé REDD+ (Réduction des émissions dues à la déforestation et à la dégradation des forêts). (2)

Les partisans de l'initiative REDD+ rejettent en grande partie la responsabilité de la déforestation sur la petite agriculture paysanne et l'utilisation de la forêt par les peuples autochtones, tout en travaillant en partenariat avec les acteurs véritablement responsables de la déforestation à grande échelle. Dans le même temps, ces acteurs du monde des entreprises se désintéressent de REDD+ dès que celui-ci pourrait se

traduire par des changements importants dans leur modèle économique.

Du TFAP à la REDD+ juridictionnelle : garder intacts les structures de pouvoir

Le dispositif REDD+ est en train de se transformer en ce qu'on appelle le programme « REDD+ juridictionnel » ou parfois « REDD+ appliqué aux paysages ». Ce changement repose principalement sur l'idée de comptabiliser les réductions d'émission, non pas pour des projets individuels, mais pour l'ensemble d'un État ou d'une province, avec l'idée de couvrir progressivement des pays entiers.

Dans le cadre de la REDD+ juridictionnelle, des « paysages » entiers peuvent être intégrés dans les bilans carbone des comptes des gaz à effet de serre. Le complexe problème de la déforestation est réduit à des exercices techniques d'évaluation et de cartographie du carbone (montrant où se trouvent les forêts qui contiennent le plus de carbone stocké dans les arbres, en recourant abondamment aux technologies satellitaires). Pourtant, la déforestation est fondamentalement un problème politique. Mais cet aspect est ignoré lorsque ces exercices de comptabilité et de cartographie bâtissent une histoire censée rendre compte du problème et des solutions nécessaires pour faire face à la crise forestière et climatique. La focalisation du programme REDD+ (ainsi que de la REDD+ juridictionnelle) sur la mesure et la surveillance du carbone a détourné l'attention des causes directes et sous-jacentes de la déforestation : violation des territoires et de l'utilisation coutumière des terres des populations forestières, agriculture industrielle et plantations forestières en monoculture (appelées à tort « forêts » par la FAO des Nations Unies), élevage de bétail, exploitation commerciale des forêts, extraction de minéraux, gaz et pétrole, infrastructures de grandes dimensions et modèle de développement associé qui repose sur une consommation en croissance constante.

Le marché du carbone en Californie : un pass « vert » pour les industries pétrolière et gazière

L'État de Californie, aux États-Unis, s'efforce d'intégrer d'autres territoires dans son programme de marché du carbone, maintenant prolongé jusqu'en 2030. La première chose à noter à propos de ces objectifs de réduction des émissions de la Californie, c'est qu'ils sont extrêmement bas. Et ces faibles objectifs sont encore réduits par l'utilisation d'un marché du carbone. Différents cadeaux sont faits aux entreprises et elles sont notamment autorisées à « compenser » leur pollution en excès sans avoir à réduire leurs émissions sur site. De cette manière, les pollueurs peuvent continuer à polluer, tandis que les communautés vulnérables touchées par leurs activités continuent d'en subir les effets aggravés. Il est important de rappeler que les principaux pollueurs en Californie – les raffineries et les centrales électriques – sont principalement implantés dans des lieux où vivent des communautés de gens de couleur et à faible revenu.

Le marché du carbone de la Californie empêche également les districts de contrôle de la pollution de l'air de réglementer les sources de pollution couvertes. (3) Il n'est pas surprenant que le secteur des combustibles fossiles et d'autres aient

dépensé des millions de dollars pour influencer la législation californienne. (4) Le gouverneur de Californie, Jerry Brown, a lui-même des liens étroits avec l'industrie pétrolière. Pendant l'administration Brown, plus de 20 000 permis de forage ont été délivrés et 26 entreprises du secteur de l'énergie, dont Chevron et Occidental, ont donné 9,8 millions de dollars aux campagnes, aux causes et aux initiatives de Jerry Brown et au Parti démocrate de Californie depuis sa candidature au poste de gouverneur. (5)

En outre, le marché du carbone en Californie reste ouvert aux crédits internationaux de carbone forestier.

Le Groupe de travail des gouverneurs sur le climat et les forêts

Le Groupe de travail des gouverneurs sur le climat et les forêts (Governors' Climate and Forests Task Force - GCT) a été lancé pendant les négociations de l'ONU sur le climat en 2008. Afin de créer un mécanisme de coopération entre des entités infranationales, le GCT cherche à intégrer REDD+ aux régimes régionaux obligatoires du marché du carbone aux États-Unis, comme celui de la Californie. Il est composé de membres provenant de 35 États et provinces du Brésil, de Colombie, de Côte d'Ivoire, d'Espagne, des États-Unis, d'Indonésie, du Mexique, du Nigéria et du Pérou.

En 2010, le gouvernement d'Acre a créé le Système d'incitation aux services environnementaux (SISA, Sistema de Incentivos aos Serviços Ambientais) dans le but de favoriser le maintien et l'expansion de « l'offre de services et de produits écosystémiques » dans l'État. Il est considéré comme le programme REDD+ juridictionnel le plus avancé qui existe au niveau mondial. Si le gouvernement d'Acre tente d'associer de manière fallacieuse l'image de Chico Mendes, le leader mondialement connu des seringueiros (récolteurs de latex), à son programme REDD+, les communautés d'Acre continuent d'honorer ses idées. Il y a 30 ans, en décembre 1988, Chico Mendes a été tué dans la ville de Xapuri pour avoir défendu les droits à la forêt des seringueiros.

Presque parallèlement, l'État du Chiapas au Mexique a commencé à développer le Programme d'action sur le changement climatique en 2009 pour donner la priorité à la mise en œuvre de la REDD+ juridictionnelle. L'État était déjà en train de mettre en œuvre des programmes REDD+ dans la forêt de Lacandon, un territoire où vivent des communautés autochtones. Cette région a également une longue histoire de conflits sociaux et de luttes, notamment celle du célèbre mouvement zapatiste, qui continue de lutter pour son autonomie et son autodétermination.

En 2010, les gouvernements des États de Californie, d'Acre et du Chiapas ont signé un protocole d'accord sur la coopération environnementale dans le but de créer un système de crédits carbone REDD+ entre les trois territoires. Le système permettrait d'orienter le financement de REDD+ vers l'État d'Acre et le Chiapas, en échange de crédits de compensation pour des pollueurs de l'État de Californie. (6) Les crédits REDD+ permettraient à la pollution de se poursuivre en Californie.

Jusqu'à maintenant, le Groupe de travail des gouverneurs sur le climat et les forêts (GCT) n'a jamais dépassé le stade des discussions, des conférences et des

rapports de consultants. Toutefois, ce processus pourrait progresser lors du Sommet mondial sur le climat qui se tiendra à San Francisco en septembre 2018, étant donné que la réunion annuelle du GCT devrait avoir lieu juste avant le Sommet. (7) Ils envisagent de publier un rapport sur l'état des « expériences » de la REDD+ juridictionnelle dans le monde (8).

Remarques finales

Les résultats de la REDD+ juridictionnelle ou appliquée aux paysages ne seront probablement pas très différents de ceux des projets TFAP ou REDD+. L'approche reste descendante et condescendante envers les communautés dépendantes des forêts et se concentre sur la collaboration avec les secteurs de l'agro-industrie et de l'exploitation forestière, tout comme le programme PAFT raté de la FAO et de la Banque mondiale. L'agriculture industrielle et l'exploitation forestière, les mégaprojets d'infrastructure, les mines, l'industrie pétrolière et les barrages hydroélectriques continueront d'entraîner une déforestation à grande échelle et les émissions qui en résultent, avec d'importants préjudices pour les communautés paysannes et celles qui dépendent des forêts. Et pour couronner le tout, le récit de la REDD+ accuse à tort ces communautés de la destruction des forêts alors qu'elles ont été les gardiennes de ces dernières pendant des générations.

En mai 2017, les habitants des forêts, les récolteurs de latex et différents peuples autochtones se sont réunis à Xapuri, au Brésil, et ont déclaré : « Nous exprimons notre indignation face aux fausses solutions qui légitiment la poursuite et l'expansion d'un modèle socialement et écologiquement destructeur. Nous rejetons les initiatives visant à compenser la pollution. Nous n'acceptons pas les mécanismes basés sur des restrictions de notre mode de vie, et nous exprimons notre solidarité avec les personnes vivant dans les zones contaminées par les entreprises qui cherchent à obtenir des compensations (crédits carbone). Nous sommes solidaires avec les personnes d'autres pays qui vivent dans les zones touchées par la pollution générée par des entreprises destructrices. Personne ne devrait habiter dans des zones contaminées ; il est temps de mettre fin à toutes les formes de racisme, y compris le racisme environnemental. » (9) De même, Marcus Franklin, de l'Association nationale pour la promotion des gens de couleur (NAACP), a déclaré à l'occasion de la publication d'un rapport qui recense les nombreuses retombées subies par les communautés de gens de couleur vivant à proximité d'installations pétrolières et gazières aux États-Unis, que l'exposition aux polluants est liée à des problèmes systémiques plus profonds d'oppression et de pauvreté. Il ajoute : « Il est temps de définir un avenir énergétique qui n'est pas basé sur le profit et des actes de racisme environnemental. » (10)

(1) En savoir plus : Le Plan d'action forestier tropical + 30 : la FAO et la Banque mondiale sont au cœur d'une nouvelle solution fautive de la crise des forêts : REDD et l'agriculture intelligente vis-à-vis du climat, Bulletin WRM 212, mars 2015, <https://wrm.org.uy/fr/les-articles-du-bulletin-wrm/section1/le-plan-daction-forestier-tropical-30-la-fao-et-la-banque-mondiale-sont-au-coeur-dune-nouvelle-solution-fausse-de-la-crise-des-forets-redd-et-lagriculture-intelligente/>

- (2) En savoir plus à propos de REDD : <https://wrm.org.uy/fr/index-par-themes/marchandisation-de-la-nature/redd/>
- (3) Governor Brown : If you care about climate change, stop drilling for oil. REDD is a dangerous distraction, REDD-Monitor, août 2018, <http://www.redd-monitor.org/2018/08/24/governor-brown-if-you-care-about-climate-change-stop-drilling-for-oil-redd-is-a-dangerous-distraction/#more-30322>
- (4) <https://www.eenews.net/stories/1060057923>
- (5) Consumer Watchdog, 2016, Brown's Dirty Hands, <http://www.consumerwatchdog.org/newsrelease/report-finds-big-energy-companies-gave-big-and-got-big-favors-governor-brown-dollars-and>
- (6) Friends of the Earth International, REDD+, the carbon market and California-Acre-Chiapas cooperation : Legalizing mechanisms of dispossession, juin 2017, https://www.foei.org/wp-content/uploads/2018/01/REDD_The-carbon-market-and-the-California-Acre-Chiapas-cooperation.pdf
- (7) <https://gcftf.org/events-library/2018/9/10/gcf-task-force-annual-meeting-2018>
- (8) Voir un aperçu ici : <https://earthinnovation.org/state-of-jurisdictional-sustainability/>
- (9) Xapuri Declaration, <https://wrm.org.uy/actions-and-campaigns/xapuri-declaration-may-28-2017/>
- (10) Fumes Across the Fence Lines, NAACP, novembre 2017, <http://catf.us/resources/publications/files/FumesAcrossTheFenceLine.pdf>



Feijó, Acre, Brésil (2017)

2. Compilation d'articles du Bulletin WRM

Des projets REDD+ aux programmes REDD+ « juridictionnels » : encore une mauvaise nouvelle pour le climat et les communautés

[Extrait du Bulletin WRM 231, juin 2017](#)

Les programmes REDD+ qui couvrent des régions ou des provinces entières d'un pays sont souvent dénommés « programmes REDD+ juridictionnels ». En cessant d'être des projets localisés pour devenir « juridictionnels », ils risquent de susciter l'abandon de projets REDD+ du secteur privé ou la double comptabilisation des réductions déclarées (qui sont déjà douteuses) : par l'acheteur du crédit REDD+ et par la juridiction concernée par le programme REDD+ « juridictionnel »

Pour de nombreuses personnes, les projets REDD+ ont pour but de sauver les forêts. Or, ce système n'a jamais eu pour but de protéger les forêts et, d'ailleurs, il ne s'agit plus de projets mais de programmes qui couvrent des régions ou des provinces entières. Cependant, beaucoup de projets REDD+ continuent d'exister et de porter atteinte aux peuples autochtones et aux communautés forestières en fixant des restrictions à leur utilisation traditionnelle de la forêt. (1)

L'idée de REDD+ est née au cours des pourparlers de l'ONU sur le climat. Le système a été négocié comme un moyen de permettre aux entreprises et aux pays industrialisés de continuer à brûler du pétrole, du charbon et du gaz naturel, tout en affirmant que les émissions ainsi produites ne portent pas atteinte au climat. D'après ses défenseurs, REDD+ serait un moyen bon marché de compenser la libération de gaz à effet de serre dans l'atmosphère, tout en fournissant l'argent nécessaire pour financer la protection des forêts. Les entreprises des pays industrialisés pourraient libérer chez elles le carbone 'fossile', c'est-à-dire le carbone qui a été stocké sous terre pendant des millions d'années, et payer quelqu'un d'autre pour qu'il laisse quelques arbres debout dans un pays tropical afin de compenser le carbone fossile émis. (2)

Or, il s'est avéré que l'argent ne suffisait pas à arrêter le déboisement, que REDD+ ne s'attaquait pas aux causes réelles du déboisement à grande échelle, et que l'argent du secteur privé ne s'est pas matérialisé. Les défenseurs de REDD+, qui ont annoncé ce système comme triplement avantageux (il permettrait de compenser à peu de frais la consommation de combustibles fossiles, de disposer d'argent supplémentaire pour conserver les forêts et pour aider les communautés qui en dépendent, et de contribuer à protéger le climat pendant que l'on développe des technologies pour abandonner les combustibles fossiles) ont dû reconnaître, à

contrecœur, qu'il n'est ni rapide, ni facile, ni bon marché de mettre fin au déboisement. Malgré les déclarations en contraire, rien n'a prouvé de façon convaincante que REDD+ ait réussi à réduire le déboisement de façon significative.

Une autre motivation derrière REDD+ est l'intention des pays industrialisés de ne pas payer pour la protection des forêts, malgré leur dette à l'égard du 'développement'. De plus en plus, les pays industrialisés transforment les subventions d'aide au développement en prêts et en programmes de partenariat public-privé, où le rôle principal de l'argent public est de réduire les risques des investissements privés dans les pays dits 'en développement'. (3) Deux rapports commandés par le gouvernement du Royaume-Uni – le rapport Stern de 2006 et le rapport Eliash de 2008 – ont permis aux gouvernements d'affirmer que « les capitaux du secteur privé sont nécessaires pour sauver les forêts tropicales, parce que l'argent public ne suffira pas » à couvrir le coût estimé de la réduction du déboisement. Ces deux rapports ont permis d'affirmer, sans aucun fondement, qu'il était facile, rapide et bon marché de réduire les émissions dues au déboisement.

Pour les organisations écologistes internationales et pour la Banque mondiale, REDD+ est aussi un moyen de promouvoir leur méthode de conservation des forêts qui consiste à les transformer en « parcs inhabités » et qui leur permet d'obtenir de l'argent public et privé pour financer leurs projets de conservation et leurs propres budgets. À ce jour, les ONG écologistes et les consultants des pays industrialisés sont probablement ceux qui ont gardé la part du lion de l'argent public dépensé en projets REDD+ ces dix dernières années. Bien que ces organisations affirment que leurs projets REDD+ sont « participatifs » et « communautaires », l'idée de REDD+ n'est pas venue des communautés. D'autre part, le système n'est pas approprié à répondre aux besoins des communautés forestières et aux dangers auxquelles elles font face, comme l'expérience des dix dernières années l'a bien montré. (4) Les détracteurs de REDD+, dont le WRM, ont analysé à maintes reprises les idées erronées et les motivations cachées derrière REDD+.

Moins a été écrit sur le changement de REDD+ qui, au lieu de s'appliquer à des projets, s'applique maintenant à des programmes qui concernent des régions ou des provinces entières. Ces nouvelles initiatives REDD+ sont censées finir par embrasser des pays entiers. On les appelle « REDD+ juridictionnel » parce qu'elles seront mises en œuvre non seulement sur une étendue affectée à un projet REDD+ déterminé mais sur toute une juridiction, que ce soit une province, un État ou tout un pays. Le présent article examine les raisons de cette transformation.

Qu'est-ce qu'un programme REDD+ « juridictionnel » ?

Du moment que le système REDD+ est associé aux pourparlers de l'ONU sur le climat, ce sont ces pourparlers qui déterminent en quoi il consiste. Les initiatives REDD+ qui veulent vendre leurs crédits carbone sur le marché du carbone de l'ONU devront respecter les règles de l'accord de l'ONU sur le climat. Mais en fait, les programmes pilotes comme le Fonds de partenariat pour le carbone forestier de la Banque mondiale, et les projets REDD+ du secteur privé qui vendent déjà des crédits carbone à des entreprises dans le dénommé marché volontaire du carbone,

ont eux aussi beaucoup d'influence sur ces règles. Des lobbyistes de la Banque mondiale et des ONG écologistes sont présents aux réunions de l'ONU sur le climat et rencontrent les fonctionnaires gouvernementaux qui déterminent les règles de l'ONU concernant REDD+.

À partir de 2005, la Banque mondiale, des organisations écologistes internationales et des entreprises privées ont commencé à mettre en œuvre des projets REDD+ qui seraient compatibles avec un mécanisme plus ou moins semblable au Mécanisme de développement propre du Protocole de Kyoto : des projets individuels ou des groupes de projets dans des pays du Sud qui n'avaient pas d'objectifs obligatoires de réduction des émissions vendraient des crédits carbone à des entreprises et des pays industrialisés dont les émissions avaient été plafonnées. Or, l'Accord de Paris de 2015 s'est avéré très différent du Protocole de Kyoto (voir aussi le Bulletin 228 du WRM, de janvier 2017). Selon l'Accord de Paris sur le changement climatique, tous les pays ont des objectifs volontaires concernant leurs émissions et soumettront le bilan des émissions nationales de gaz à effet de serre à la Convention de l'ONU sur le climat. Ces bilans montreront combien chaque pays aura avancé vers l'objectif qu'il s'était fixé. Aucun des objectifs de l'Accord de Paris n'est contraignant. (5)

Mais le marché du carbone a besoin d'objectifs contraignants ou, du moins, de quelque pression pour que la limitation des émissions fonctionne. La supposition que REDD+ attirera des fonds du secteur privé si les projets REDD+ sont capables de vendre des crédits carbone sur le marché mondial ne marchera plus : c'est la limitation qui crée la demande ; donc, sans limites (obligatoires), la demande de crédits REDD+ sur le marché du carbone de l'ONU n'existera pas.

En outre, la plupart des pays du Sud qui ont des forêts tropicales ont inclus la réduction de leurs émissions dans leurs engagements concernant l'Accord de Paris. Par conséquent, ils devront calculer quel volume de gaz à effet de serre ils ont, et présenter ces chiffres dans leur bilan national. La plupart des pays tropicaux ont décidé d'inclure dans ce bilan les émissions dues au déboisement et à la dégradation des forêts. Et ils devront soumettre régulièrement à l'ONU leur « comptabilité carbone » pour démontrer qu'ils ont progressé vers l'objectif de réduction des émissions qu'ils se sont fixé eux-mêmes (dans le jargon climatique de l'ONU, ces objectifs s'appellent « contributions prévues déterminées au niveau national »).

À partir de 2020, date d'entrée en vigueur de l'Accord de Paris, tout crédit carbone vendu par un projet REDD+ situé dans un pays qui inclura [le carbone stocké dans] les forêts dans son bilan national d'émissions devra être soustrait dudit bilan. Si le crédit vendu par le projet n'est pas soustrait du bilan national, il y aura ce qu'on appelle, dans le langage de l'ONU, une double comptabilisation, parce que l'acheteur du crédit carbone va réclamer, lui aussi, une réduction dans son propre bilan : après tout, c'est pour cela qu'il a acheté le crédit REDD+. Cela veut dire que, sur le papier, les émissions sembleront plus faibles qu'elles ne le sont en réalité. Et cela augmentera aussi le risque d'un dérèglement climatique dangereux.

La double comptabilisation sera très probable si les projets REDD+ du secteur privé continuent de vendre des crédits carbone. (6) Même la Gold Standard, une société de certification des crédits carbone, a annoncé ce risque dans un rapport

récent. (7) Dans ces circonstances, si les projets REDD+ du secteur privé continuent de vendre des crédits carbone le résultat va être un véritable gâchis, comme on le voit déjà dans l'État brésilien de l'Acre, où le gouvernement allemand est en train de financer un programme REDD+ « juridictionnel » dénommé « Les pionniers REDD ». (8)

Entre 2012 et 2016, ce programme du gouvernement allemand a payé au gouvernement de l'Acre un total de 25 millions d'euros en échange de documents officiels qui montrent que les émissions dues au déboisement sont restées au-dessous du niveau convenu dans le contrat REDD passé par les deux gouvernements. Or, ce niveau était très généreux. Il n'exigeait pas de faire des réductions additionnelles à celles déjà effectuées les années précédentes, parce que le calcul incluait les années 2003-2005 où le déboisement avait été très fort. L'application par cet État de la législation brésilienne avait déjà abouti à de fortes réductions du taux de déboisement au cours des années suivantes. On pourrait soutenir que le gouvernement allemand était en train de payer l'Acre pour les réductions des émissions effectuées dans le passé grâce à des mesures indépendantes de REDD+, ou que l'Allemagne payait l'État de l'Acre pour qu'il maintienne le stock de carbone des forêts, idée qui avait été considérée comme inabordable à l'époque des premières négociations sur REDD+.

L'État de l'Acre peut affecter l'argent à toute activité qu'il estime nécessaire pour réduire le déboisement. Quand on examine de près ce que le gouvernement de l'État a décidé de faire avec cet argent, on constate, entre autres choses, que beaucoup d'argent a été dépensé en rapports et en études de consultants et que très peu est parvenu aux communautés. Ceci reflète bien les problèmes de REDD+ qui ont été largement constatés ailleurs.

Que nous montre le programme 'Pionniers REDD' sur le système REDD 'juridictionnel' ?

L'examen du programme 'Pionniers REDD' révèle aussi les contradictions qui apparaissent lorsque les programmes REDD « juridictionnels » essaient d'intégrer les projets REDD+ du secteur privé qui vendent déjà des crédits carbone sur le marché volontaire du carbone. Au moins trois de ces projets existent en Acre : ceux de Purus, de Valparaiso et d'Envira. Le bilan des émissions préparé par le gouvernement de l'Acre pour le programme 'Pionniers REDD' avec l'Allemagne déduit 10 % des réductions d'émissions de l'État afin de prendre en compte les crédits carbone vendus par les trois projets REDD+. Purus, par exemple, a vendu des crédits carbone à la FIFA pour compenser une partie des émissions dues à la Coupe du monde de football de 2014. Or, quand on fait les additions nécessaires on s'aperçoit que les trois projets réclament beaucoup plus que les 10 % déduits dans le bilan des émissions présenté par l'État. Cela veut dire qu'il est possible, voire probable, qu'une partie de ces réductions (à supposer qu'elles aient existé) aient été comptée deux fois : par le projet REDD+ du secteur privé qui a vendu les crédits carbone, comme dans le cas de la FIFA, et par l'État de l'Acre dans son bilan. À partir de 2020, cette situation risque de se présenter dans bien d'autres pays. Cela est particulièrement probable dans des pays tels que le Pérou, le Kenya ou la

République démocratique du Congo (9) où plusieurs projets REDD+ du secteur privé vendent déjà des crédits carbone et où les entreprises qui dirigent ces projets sont en train de concevoir des programmes REDD+ « juridiques ».

Comme le montre l'exemple de l'État de l'Acre, pour les communautés les effets des programmes REDD+ « juridiques » risquent fort d'être pareils à ceux des projets REDD+ individuels : elles seront les premières à devoir restreindre leurs méthodes traditionnelles d'utilisation de la forêt, et les dernières à recevoir une compensation significative ou les « bénéfices » que REDD+ est censé leur apporter.

Jutta Kill, jutta [at] wrm.org.uy

Membre du Secrétariat international du WRM

(1) REDD est l'abréviation de Réduction des émissions dues au déboisement et à la dégradation des forêts. Vous trouverez dans REDD : une collection de conflits, de contradictions et de mensonges des exemples des nombreuses raisons pour lesquelles les projets REDD+ sont nuisibles aux communautés tributaires des forêts (<http://wrm.org.uy/fr/livres-et-rapports/redd-une-collection-de-conflits-de-contradictions-et-de-mensonges/>).

(2) Voir Quels rapports y a-t-il entre les forêts, le changement climatique, le marché du carbone et REDD ? (<http://wrm.org.uy/fr/livres-et-rapports/quels-rapports-y-a-t-il-entre-les-forets-le-changement-climatique-le-marche-du-carbone-et-redd/>).

(3) Voir aussi le livre de Nick Hildyard Licensed Larceny (<http://www.thecornerhouse.org.uk/resource/licensed-larceny>).

(4) Comment les projets REDD fragilisent l'agriculture paysanne et les solutions réelles au changement climatique, rapport de GRAIN et du WRM (<https://www.grain.org/fr/article/entries/5324-comment-les-projets-redd-fragilisent-l-agriculture-paysanne-et-les-solutions-reelles-au-changement-climatique>).

(5) Il convient de signaler également que le total des réductions promises par les pays est bien trop faible pour que la température mondiale monte de moins de 2 degrés Celsius. En effet, les États-Unis, l'Union européenne, la Chine et l'Inde absorberaient tout le « budget » du carbone fossile qui peut être libéré d'ici à 2050 pour qu'il y ait 50 % de possibilités que la température ne monte que de 2 degrés. Et une bonne partie des émissions de la Chine provient de la production de biens qui sont exportés vers les États-Unis et l'UE (http://www.globalcarbonproject.org/carbonbudget/16/files/GCP_CarbonBudget_2016.pdf).

(6) Who takes the credit? Rapport de FERN et du Third World Network (<http://www.fern.org/whotakesthecredit>).

(7) A New Paradigm for Voluntary Climate Action: Reduce Within, Finance Beyond. Rapport de Gold Standard (<https://www.goldstandard.org/blog-item/new-paradigm-voluntary-climate-action-%E2%80%98reduce-within-finance-beyond%E2%80%99>).

(8) Economía Verde, Povos das Florestas e Territórios: violações de direitos no estado do Acre. Plataforma Dhesca Brasil.

(9) Rainforest Foundation UK: Logging in Congo's rainforests: A 'carbon bomb' about to be primed by the Government of Norway? (<http://www.rainforestfoundationuk.org/media.ashx/drc-carbon-bomb-briefing-2017.pdf>).

[Lisez cet article en ligne](#)

[Table des matières](#)

La mention de REDD+ dans l'Accord de Paris assure le financement de l'industrie de la conservation, tandis que le déboisement à grande échelle progresse sans encombre

[Extrait du Bulletin WRM 228 - Janvier 2017](#)

Les responsables de la Banque européenne d'investissement, du Fonds vert pour le climat, du gouvernement de Norvège et d'Allemagne, et d'autres bailleurs de fonds continuent d'ignorer les preuves de plus en plus nombreuses que, si les objectifs sont d'enrayer la diminution des forêts et de combattre les causes profondes du changement climatique, il est contre-productif de continuer à financer REDD+, et surtout, que REDD+ donne aux industries du développement et de la conservation un accès permanent à des ressources financières.

«L'industrie de la conservation» – des organisations comme The Nature Conservancy, le WWF, Conservation International, les experts conseil et les auditeurs des projets REDD+ – et des bailleurs de fonds comme la Banque Mondiale ont célébré en décembre 2015 la reconnaissance formelle de REDD+ dans l'Accord de Paris sur le changement climatique. Depuis plus d'une décennie, ils faisaient du lobbying pour l'inclusion de REDD+ dans les marchés du carbone créés par le Protocole de Kyoto de l'ONU. Or, les communautés concernées par les projets et les programmes REDD+ n'auront eu aucune raison de célébrer cette nouvelle. L'expérience REDD+ a valu aux peuples forestiers et aux usagers traditionnels des forêts des harcèlements, l'insécurité foncière et des restrictions à leur utilisation coutumière de la forêt, tandis que l'industrie de la conservation empochait des centaines de millions, et même des milliards de dollars, de couronnes norvégiennes et d'euros en échange de la promesse non tenue de faire de REDD+ un outil de conservation réussi qui allait mettre fin au déboisement.

En fait, REDD+ n'est pas conçu pour protéger les forêts ou réduire le déboisement mais pour permettre aux grandes entreprises et aux pays industrialisés de continuer à brûler des combustibles fossiles pendant longtemps encore. En revanche, REDD+ fait que l'on choisisse à tort l'agriculture artisanale et la culture itinérante comme causes principales de la destruction des forêts tropicales. Il ne faudrait pas s'étonner que les 10 ans d'expérimentation avec REDD+ de l'industrie de la conservation aient eu pour résultat une accélération de la perte de forêts dans plusieurs zones où des projets de ce genre ont été mis en œuvre, comme le programme REDD Early Movers en Acre, au Brésil, et le projet REDD+ de Mai N'dombe en République démocratique du Congo, pour n'en mentionner que ces deux. (1) Pire encore, la mise en œuvre de REDD+ sur le terrain a fortement limité l'utilisation traditionnelle des sols que faisaient les peuples forestiers, tandis que l'élevage à grande échelle, l'extraction minière, les barrages hydroélectriques et la construction d'infrastructure ont continué sans entrave, détruisant au passage de grandes étendues de forêt tropicale. Ainsi, REDD+ s'est avéré inapproprié pour

s'attaquer aux facteurs déterminants de la destruction à grande échelle. (2)

Et pourtant, en dépit des résultats lamentables de REDD+ au cours des 10 dernières années, les grandes entreprises, les investisseurs institutionnels et leurs partenaires de l'industrie de la conservation n'arrêtent pas d'annoncer de nouveaux projets REDD+. À titre d'exemple, la Banque européenne d'investissement, Conservation International et un fonds d'investissement dénommé 'Althelia Climate Fund' ont reçu 53,5 millions USD (un investissement de 35 millions et une subvention de 18,5 millions) du Fonds vert pour le climat de la Convention climatique de l'ONU (3) pour un programme REDD+ à Madagascar. Pendant le Forum économique mondial 2017 réuni en Suisse, dans la luxueuse station de ski de Davos, la Norvège, des transnationales de l'industrie alimentaire mondiale (responsable du déboisement et d'un volume substantiel d'émissions de gaz à effet de serre) et le Fonds pour l'environnement mondial (GEF) de la Banque mondiale ont annoncé un nouveau « fonds centré sur la forêt tropicale et l'agriculture ». Ce nouveau fonds appliquerait une « approche juridictionnelle » (voir plus loin), et le Brésil et l'Indonésie seraient les pays où auraient lieu les premiers projets. Les transnationales de l'alimentation qui auraient manifesté leur intérêt à soutenir le fonds sont Carrefour, Mars, Nestlé et Unilever ; cette dernière a annoncé un investissement de 25 millions USD sur une période de cinq ans.

Ces transnationales du secteur alimentaire prétendent-elles vraiment nous faire croire qu'elles se soucient des forêts et des droits de leurs habitants ? La protection de leurs parts de marché – et donc, de leurs marges bénéficiaires – dans les pays industrialisés et les centres urbains où les consommateurs exigent de plus en plus des produits 'sans déboisement' semble un objectif plus vraisemblable. Cela expliquerait aussi pourquoi ces entreprises ne présentent pas de projets pour limiter leur contrôle du système alimentaire mondial et pour renforcer les méthodes agricoles paysannes, moins intensives en carbone. Espérer que les transnationales de l'alimentation prennent des initiatives de ce genre équivaudrait à espérer que les transnationales pétrolières fassent pression sur l'ONU pour qu'elle adopte un accord climatique qui annonce clairement la fin de la consommation de combustibles fossiles dans un proche avenir.

Pourquoi des gouvernements comme ceux de la Norvège et de l'Allemagne, la Banque européenne d'investissement (BEI) et des transnationales comme Unilever continuent-ils d'investir énormément d'argent dans REDD+, alors que ce système « n'a pas du tout répondu aux attentes » ? (4) Un article récent l'explique en partie. 'Promising Change, Delivering Continuity : REDD+ as Conservation Fad' dit que REDD+ permet aux industries de la conservation et du développement de « générer des utilités et d'obtenir des ressources financières ». (5) « Fad » veut dire engouement : « état de celui qui s'enthousiasme, qui éprouve une admiration vive et subite, et le plus souvent éphémère, pour quelqu'un ou pour quelque chose ». Le plus souvent, l'efficacité ou la pertinence de l'objet de cet engouement pour résoudre le problème n'ont pas beaucoup d'importance.

L'article signale qu'une analyse récente de « 23 initiatives sub-nationales sur 300 a montré que 4 seulement avaient vraiment réussi à vendre des crédits carbone et que le financement des initiatives était un problème clé ». L'article mentionne

aussi les « défis » techniques, et explique que « la commercialisation des crédits carbone dans le cadre des systèmes volontaires comporte des procédures et des exigences techniques complexes ».

Les auteurs expliquent que lorsque l'industrie de la conservation présente une nouvelle proposition pour sauver les forêts, le langage et les arguments changent ; ainsi, « REDD+ implique un changement au niveau du discours ». Un changement de ce genre est l'adoption du terme « REDD+ juridictionnel » : au lieu de continuer à financer des projets REDD+ individuels, les gouvernements et les banques de développement souhaitent maintenant porter les activités REDD+ au niveau d'une province, d'un État ou même d'un pays entier. Le programme allemand REDD Early Movers est un exemple de programme REDD+ 'juridictionnel', où le gouvernement allemand paie le gouvernement de l'État d'Acre si celui-ci peut démontrer que le déboisement n'a pas dépassé un maximum convenu. Le nouveau fonds pour les forêts tropicales mentionné plus haut, annoncé par la Norvège et par d'autres à Davos, se centrerait lui aussi sur les projets 'juridictionnels'.

Les auteurs de 'Promising Change, Delivering Continuity' disent que, malgré ces changements de terminologie, REDD+ – comme d'autres 'marottes conservationnistes' préalables – implique « la continuité et la répétitivité en ce qui concerne les promesses et les attentes initiales et se traduit par l'obtention de fonds substantiels des donateurs, par des projets pilotes, par l'adoption de politiques et par des processus de mise en œuvre ». Les auteurs ajoutent que tout cela « n'a pas fait grand chose pour changer la gestion des forêts et l'utilisation des sols à l'extérieur des sites choisis pour les projets pilotes, mais a rapporté aux acteurs de l'industrie du développement et de la conservation, universitaires compris, des revenus substantiels ».

Il est regrettable que les responsables de la Banque européenne d'investissement, du Fonds vert pour le climat et des gouvernements norvégien et allemand continuent d'ignorer les preuves de plus en plus nombreuses que, si les objectifs sont de diminuer la perte des forêts et de combattre les causes profondes du changement climatique, il est contre-productif de continuer à financer REDD+.

Que le lobbying de la conservation ait réussi à faire mentionner REDD+ dans l'Accord de Paris de l'ONU, ou que les banques et les gouvernements continuent à investir des sommes énormes dans de nouvelles initiatives REDD+ 'juridictionnelles', ces preuves ne vont pas changer.

L'article 'Promising change...' conclut que REDD+ est, par-dessus tout, « un produit discursif, soigneusement promu par des moyens déterminés pour permettre aux acteurs des industries du développement et de la conservation d'obtenir des ressources financières ». Du fait que beaucoup de personnes se tournent encore vers REDD+ dans l'espoir de combattre le changement climatique et de protéger les forêts et les droits des peuples forestiers, les auteurs nous exhortent à mettre en question l'utilisation des fonds alloués à REDD+. Si l'on ajoute à cela les fortes restrictions, la criminalisation et l'insécurité foncière que subissent les habitants et les utilisateurs traditionnels des forêts là où des projets REDD+ sont mis en œuvre (2), on voit qu'il est temps de remplacer cette expérience échouée par le soutien des luttes et des initiatives de ceux qui ont protégé les forêts des générations durant.

Plusieurs études ont montré que lorsque les territoires des peuples autochtones sont reconnus et démarqués, et que les droits des communautés forestières traditionnelles sont respectés, le taux de déboisement est moindre que dans les zones environnantes. (6)

(1) Voir, entre autres, 'Deforestation is increasing in the Mai N'dombe REDD project area. And the project still sells carbon credits' : <http://www.redd-monitor.org/2016/02/18/deforestation-is-increasing-in-the-mai-ndombe-redd-project-area-and-the-project-still-sells-carbon-credits/> ; The virtual economy of REDD: Conflicts of interest, hot air, and dodgy baselines : <http://www.redd-monitor.org/2016/06/02/the-virtual-economy-of-redd-conflicts-of-interest-hot-air-and-dodgy-baselines/>

(2) Vous en trouverez des exemples dans le site web www.redd-monitor.org (rapports et REDD Collection of Conflicts).

(3) Information du Fonds vert pour le climat sur les fonds approuvés : <http://www.greenclimate.fund/-/sustainable-landscapes-in-eastern-madagascar>

(4) Voir aussi l'étude approfondie publiée par CIFOR en 2014, 'REDD+ on the ground: A case book of subnational initiatives across the globe'. <http://www.cifor.org/library/5202/redd-on-the-ground-a-case-book-of-subnational-initiatives-across-the-globe/>

(5) 'Promising Change, Delivering Continuity: REDD+ as Conservation Fad'. Article de Jens Friis Lund et d'autres, publié dans le journal World Development (2016). <http://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0305750X15312821>

(6) Voir le graphique 'Indigenous groups are good forest stewards' dans le rapport de FERN 'Going Negative', p. 17. <http://www.fern.org/sites/fern.org/files/Going%20negative%20version%202.pdf>

[Lisez cet article en ligne](#)

[Table des matières](#)

REDD et droits : le bon, la brute et le truand

[Extrait du Bulletin WRM 234 - Novembre 2017](#)

La proposition d'inclure les forêts dans les négociations des Nations Unies sur le climat aura bientôt 10 ans. Dans le cadre de la percée du mécanisme REDD+, le thème des droits humains des peuples autochtones, des femmes, des communautés locales, entre autres, a fait l'objet d'un aller-retour d'acteurs, de scénarios, de répartitions, de comédies, où ont surtout dominé les effets spéciaux et l'art du maquillage.

« Le fondement de la pensée critique se trouve donc dans une attitude de non-conformité avec l'état existant des choses et dans la recherche de solutions, à partir de caractérisations de la situation actuelle, dont les causes peuvent, évidemment, être cherchées dans le passé » (1)

In memoriam Hector Alimonda

La proposition d'inclure les forêts dans les négociations des Nations Unies sur le climat aura bientôt 10 ans. Depuis la conférence sur le climat à Bali, Indonésie, en 2007, dans le cadre de la percée du mécanisme REDD+ (2), le thème des droits humains des peuples autochtones, des femmes, des communautés locales, entre autres, a fait l'objet d'un aller-retour d'acteurs, de scénarios, de répartitions, de comédies, où ont surtout dominé les effets spéciaux et l'art du maquillage.

Le Bon

Il faut reconnaître que c'est une bonne chose qu'au cours de ces années l'on a tenté d'aborder la question des droits des peuples dans la lutte contre un problème aussi grave que celui des changements climatiques. Plusieurs d'entre nous avons élevé la voix depuis vingt ans pour exiger de véritables solutions au réchauffement planétaire, par exemple laisser les combustibles fossiles dans le sol. Nous avons toujours invoqué les droits des peuples vivant là où ces combustibles sont extraits, les droits des communautés, et aussi les droits de la nature, là où l'on a mis en œuvre des projets dans le cadre du mécanisme de développement propre (MDP) ou d'autres formes de compensation carbone.

Ainsi, depuis que l'on a commencé les discussions sur le mécanisme REDD+ dans le cadre des négociations sur le climat, beaucoup d'organisations, surtout au plan international, ont fait pression pour l'inclusion des droits des peuples autochtones. Cette pression a abouti en décembre 2008 avec la proposition « Pas de droits, pas de REDD+ ». Cependant, ces revendications justes ont suivi un autre cours dans les années qui ont suivi.

Par exemple, le droit au territoire est un droit collectif revendiqué depuis des décennies, notamment en ce qui concerne l'inscription des terres et des territoires. Même si cette inscription constitue un droit qui ne fait pas partie des pratiques

coutumières de délimitation et d'organisation des territoires, il est devenu nécessaire de l'exiger étant donné les attaques des États. Dans ce contexte, le mécanisme REDD+ et les programmes de type REDD+ au plan national déforment clairement ce droit essentiel des peuples puisque pour assurer le bon fonctionnement du marché de carbone, il faut accorder une utilisation privée de la propriété collective. Car dans le marché des crédits de carbone, il faut spécifier clairement qui est le propriétaire de quoi, dans quelle quantité et, dans ce cas, où et sur quelle superficie. Les acheteurs seront détenteurs d'un titre de propriété d'une quantité déterminée de carbone dans une zone — délimitée et inscrite — de terre couverte de forêts. L'inscription des terres est donc promue et utilisée en l'occurrence par les marchands de carbone pour présenter aux acheteurs une garantie de propriété du carbone contenu dans la zone visée.

Le fait positif que les droits humains et les droits des peuples fassent partie des fondements de toute mesure relative aux changements climatiques a été corrompu.

La Brute

Ceux qui dominent les négociations sur le climat, que ce soit les acteurs d'affaires et financiers, les ONG de conservation ou les représentants des gouvernements hégémoniques, conçoivent et interprètent le sujet des droits d'une manière complètement différente des peuples autochtones et des autres communautés locales. Les droits de l'homme et de la nature ont été subordonnés au capital et aux soi-disant droits entrepreneuriaux et financiers. Les services de lobbying et de négociation des entreprises qui cooptent les sommets sur les changements climatiques se sont assurés que les intérêts des entreprises priment le sens commun conformément à un scénario dans lequel ils jouent le rôle de superhéros sauveurs de la planète. Ainsi s'est établi un conflit de droits clair parce que l'argent, en tant que capital, est devenu un sujet dont les droits priment sur ceux des humains et de toutes les formes de vie.

L'Accord de Paris signé lors des négociations sur le climat de la COP21 de 2016 présente un nouveau scénario, mais avec les mêmes protagonistes. Parmi ses divers inconvénients, cet accord ratifie (article 5) l'inclusion des forêts « pour conserver et, le cas échéant, renforcer les puits et réservoirs de gaz à effet de serre. » Cela aggravera la perte de droits des peuples au plan local et, avec la possibilité de compenser les émissions au moyen de projets de types REDD+, l'extraction et la consommation de pétrole, de gaz et de charbon continueront d'augmenter et exacerberont le problème des changements climatiques. Suivant le meilleur style de la comédie française avec sa troupe permanente de comédiens, l'Accord de Paris pérennise la répartition des quotas de contamination entre les plus grands pollueurs. De plus, il ouvre la voie à la possibilité de créer un marché mondial, maintenant non seulement avec les sociétés privées, mais aussi entre les États.

Avec l'Accord de Paris, la logique de sacrifier les forêts pour compenser la contamination s'établit à l'échelle de la planète au complet. Si REDD+ inclut les plantations forestières, l'agriculture et les sols, c'est-à-dire toute végétation ou sol qui peut contenir du carbone, il fixe son regard principalement sur les forêts de

l'Afrique, de l'Asie et d'Amérique latine, lesquels sont pour la plupart régis par les systèmes de propriété collective des peuples autochtones et sont, pour cette raison même, les mieux protégées et les plus vastes.

REDD+ convertit les peuples autochtones et la nature en fournisseurs permanents de services environnementaux ou écosystémiques. C'est pourquoi nous pouvons aussi affirmer qu'en plus de contribuer à une plus grande perte de droits des peuples et à une aggravation des changements climatiques, REDD+ viole également les droits de la nature en la soumettant — comme elle le fait avec les peuples — à des processus d'esclavage, de servitude et d'appropriation de ses œuvres en convertissant ses cycles biologiques, ses fonctions, la recreation de la vie et les cycles de reproduction en travail et marchandises que l'on peut acheter et vendre.

Le Truand

Parmi les objectifs des promoteurs de REDD+, il y a celui d'essayer de réduire les résistances à la mise en œuvre des projets dans les territoires autochtones, principalement et de chercher à convaincre les organisations de considérer le mécanisme REDD+ sous un jour favorable et de l'accepter.

Ainsi, comme sous le coup d'effets spéciaux cinématographiques, les droits humains et des peuples se sont volatilisés ou ont subi une métamorphose dans les négociations sur le climat. Les droits sont devenus des normes; les droits des femmes ont été transformés en sauvegardes volontaires; d'autres droits sont devenus « participation et implication dans le rapport et la surveillance »; les droits collectifs et territoriaux sont devenus « gouvernance forestière »; la protection et l'exigibilité des droits ont été réduites à seulement sa promotion ou à un élément dont « on tiendra compte »; des droits sont devenus « l'établissement des modèles opérationnels pour assurer les sauvegardes et consolider les co-bénéfices c'est-à-dire les "bénéfices autres que le carbone" » comme l'indique l'initiative REDD+ autochtone que la Coordinadora de Organizaciones Indígenas de la Cuenca Amazónica (COICA, Coordonation d'organisations autochtones du bassin de l'Amazone) soutient au plan international. (3)

En fin de compte, l'inclusion des droits humains à REDD+ n'est rien de plus que du maquillage pour le rendre attrayant, pour tenter de retenir la rébellion des peuples et cacher la vérité à propos de ces projets.

Face à cela, il faut protéger le droit à la résistance, le droit de dire NON à des projets de compensation carbone, de ne pas être déplacé, de ne pas se faire restreindre l'accès à ses territoires et leur utilisation traditionnelle, de ne pas être utilisés pour que les sociétés pétrolières ou minières puissent violer les droits d'une autre communauté dans une autre région de la planète. Le marché international manipule les organisations et les communautés autochtones pour que la machinerie continue de fonctionner.

Épilogue

Pour terminer, il faut expliquer un peu plus le sens du terme lorsque nous parlons

de droits.

Même lorsque nous savons que les droits sont inhérents aux sujets — humains et non humains —, ceux-ci ne sont pas statiques. Les droits constituent un processus : historique, politique, social et naturel. Ils sont une question de dignité et ils surgissent en tant que réaction contre l'oppression, la discrimination, la perte des moyens de subsistance. Ils représentent un idéal à conquérir et ils ne sont pas donnés par les Nations Unies, et encore moins par la Banque mondiale ou les transnationales de la conservation.

REDD+ suppose que les droits sont une réalité déjà acquise et que les opérateurs de ce type de projet les ont déjà attribués. Et il les dénature lorsqu'il les considère comme simplement une question de gouvernance, de bureaucratie ou d'ingénierie institutionnelle. Il pervertit aussi les droits parce qu'il les « universalise » dans le moule de la modernité occidentale capitaliste. Aujourd'hui, les droits sont imbibés de « pluriversalité » culturelle et naturelle en raison de circonstances historiques et politiques.

Lorsque le concept du droit est inclus dans les négociations sur le climat, comme dans le cas du binôme REDD-droits, on priorise les bénéfiques du marché libre tout en annulant les contextes culturels et politiques des peuples dans lesquels ce type de programmes et de projets sont développés.

La proposition d'inclure les droits dans REDD+ aurait dû exiger le droit à l'exercice véritable des droits collectifs, lesquels, selon le mexicain Enrique Leff, s'alimentent des « droits de l'être culturel de construire des mondes de vie divers, » des « droits de réinventer sa propre identité culturelle, » ou des « droits de reconstruire des mondes de vie et de concevoir des futurs possibles. » (4) De toute évidence, REDD+ empêche l'exercice de ces droits.

Ivonne Yáñez, ivonney [at] accionecologica.org
Acción Ecológica

(1) CLACSO. Pensamientos críticos contemporáneos: análisis desde Latinoamérica. Piedrahita C., Díaz A., Vommaro P. (compilation). Bogota, 2015.

(2) « Par exemple, REDD+ vise à couvrir 4 milliards d'hectares, c'est-à-dire 31 pour cent de la superficie de toute la terre (émergée). ». Tribunal por los Derechos de la Naturaleza. Présentation REDD+ COMO UN CASO DE VIOLACIÓN DE LOS DERECHOS DE LA NATURALEZA. Lima, 2014.

(3) CBC-GIZ. REDD+ INDÍGENA EN EL PERÚ: Perspectivas, avances, negociaciones y desafíos desde la mirada de los actores involucrados. Pinto, V. Molero, M. (sous la direction de). Lima, février 2014.

(4) Leff, Enrique. « Las relaciones de poder del conocimiento en el campo de la ecología política: una mirada desde el sur. » ECOLOGÍA POLÍTICA LATINOAMERICANA. VOLUME I. Ecología política latinoamericana: pensamiento crítico, diferencia latinoamericana y rearticulación epistémica. CLACSO. Héctor Alimonda [collectif] (sous la direction de). Buenos Aires, 2017.

[Lisez cet article en ligne](#)

[Table des matières](#)

Le projet Envira REDD+ dans l'État d'Acre, au Brésil : une certification Gold pour des promesses vides

[Extrait du Bulletin WRM 237, Avril 2018](#)

Récolteurs de caoutchouc, concernée par un projet REDD+ , est contrainte de mener une lutte pour accéder à des terres. Le projet a déjà vendu des crédits carbone et, à ce jour, n'a offert à la communauté locale que des kits de soins dentaires et une visite chez le dentiste.

Le « projet Envira Amazonia » est l'une des trois opérations de crédits carbone forestier (REDD+) menées par la société américaine CarbonCo LLC dans l'État brésilien d'Acre. La zone du projet couvre près de 40 000 hectares de forêt amazonienne et fait partie d'une immense propriété de 200 000 hectares revendiquée par la société JR Agropecuária e Empreendimentos EIRELI. Cette revendication est toutefois contestée. Les familles des récolteurs de caoutchouc vivent sur ces terres depuis des générations mais la plupart d'entre elles n'ont pas été en mesure d'obtenir des titres légaux qui officialisent leurs droits sur cette zone. Le projet REDD+ menace l'avenir de la communauté car il impose des restrictions sur l'utilisation future des terres et empêche les familles de remettre en activité les parcelles agricoles abandonnées au cours de la dernière décennie.

Le principal propriétaire de la société brésilienne impliquée dans le projet REDD+ d'Envira Amazonia est Duarte Jose do Couto Neto. Do Couto Neto est impliqué dans un certain nombre d'entreprises (1) et a été candidat pour le parti d'extrême-droite Prona de l'État de l'Acre dans les années 1990. Pas plus tard qu'en septembre 2017, il a exprimé son soutien au candidat d'extrême-droite actuel à l'élection présidentielle au Brésil et à la dictature militaire en déclarant qu'il aspirait au régime militaire (« Saudades e muita do regime militar »). (2)

Comme dans la plupart des régions de l'Amazonie brésilienne, le régime foncier dans la zone du projet est compliqué et contesté, mais il est impossible de le savoir par la lecture du projet ou des documents de certification : la revendication du propriétaire foncier sur cette énorme superficie de 200 000 hectares est considérée comme acquise et aucune litige foncier n'est mentionné. Dans les documents de la norme Climat, Communauté et Biodiversité (CCB) on ne se pose non plus la question de savoir comment une seule personne – en l'occurrence Duarte Jose do Couto Neto – a pu légalement acquérir une si vaste étendue de terres privées à proximité de la zone frontalière du pays avec la Bolivie et le Pérou. Les récolteurs de caoutchouc utilisent la terre depuis des générations et ont des droits légaux sur les terres qu'ils occupent bien que très peu de familles détiennent des titres fonciers. Une dizaine de familles de récolteurs de caoutchouc reconvertis en paysans détiennent des titres fonciers à l'intérieur des quelque 40 000 hectares qui constituent le projet REDD+ d'Envira Amazonia. De plus, environ 40 familles vivent à l'intérieur de la zone périphérique mais à l'extérieur du site du projet REDD+. Selon le dossier du projet, ce projet REDD+ prétend protéger l'ensemble des 200 000 hectares et laisse penser que ces communautés vivant en dehors de la zone du projet sont également

bénéficiaires, sans toutefois expliquer pourquoi ou comment elles sont concernées ou affectées.

En 2015, le projet Envira Amazonia REDD+ a été certifié conforme à la norme Climat, Communauté et Biodiversité (CCB) par le partenaire brésilien de Rainforest Alliance, Imaflora. Les évaluations de la certification Verified Carbon Standard (VCS, maintenant appelée Verra) ont été effectuées par Environmental Services Inc. (3) En 2016, les certificateurs ont délivré le premier lot de crédits carbone du projet et un deuxième lot en novembre 2017. (4) La base de données VCS montre qu'au cours de l'exercice 2016/2017, au moins 750 000 crédits carbone du projet REDD+ d'Envira Amazonia ont été vendus. (5)

La communauté ne sait pas que le projet vend déjà des crédits carbone

Lorsque le World Rainforest Movement (WRM) a rendu visite aux familles vivant dans les presque 40 000 hectares du site du projet Envira Amazonia REDD+, en mars 2018, les membres de la communauté ne savaient pas que le projet avait été « approuvé » et vendait déjà des crédits carbone. Les habitants ont expliqué que beaucoup d'étrangers étaient venus dans la région au cours des années précédentes, mais peu leur avaient parlé et beaucoup ne semblaient pas parler portugais. Ils ont effectué des études et une personne a rendu visite à chaque famille individuellement pour les convaincre de soutenir le projet carbone.

La plupart des familles ont signé un formulaire suggérant un soutien au projet ou ont été photographiées lorsqu'elles ont reçu un kit dentaire. Ce kit dentaire contenait un petit tube de dentifrice et une brosse à dents, et constitue, avec l'offre d'une visite gratuite chez un dentiste le seul avantage tangible dont les membres de la communauté ont bénéficié à ce jour.

Des promesses (vides) à la base de l'attribution du certificat CCB Gold Level

Si les avantages tangibles pour les habitants se sont limités à un kit dentaire et à une unique visite chez le dentiste, de nombreuses promesses ont été faites lors de la présentation du projet aux familles. Les habitants ont confirmé que les promesses faites correspondent à celles qui apparaissent dans le document de projet préparé pour la certification CCB : « pour aider les communautés locales et atténuer les pressions de déforestation, les propriétaires vont également mettre en œuvre de nombreuses activités telles que la fourniture de cours de vulgarisation agricole, la mise en place de patrouilles sur les sites de déforestation potentiels au cours des premières phases du projet, l'attribution de titres de propriété aux communautés locales et la création d'autres activités économiques, notamment la commercialisation de la collecte des plantes médicinales et de l'açaí. » (6)

Imaflora a accordé un certificat CCB « Gold Level » au projet Envira Amazonia REDD+ en 2015/2016 sur la base des promesses du promoteur du projet à la communauté. Pourtant, aucune de ces promesses n'a été tenue. Comme on l'a dit plus précédemment, les propriétaires du projet semblent n'avoir même pas informé la communauté du fait que le projet REDD+ avait réussi les évaluations de certification

et vendait déjà des crédits carbone. La publicité pour le projet REDD+ d'Envira Amazonia souligne également les avantages que le projet est censé apporter à la communauté. Une publicité de carbonfund.org pour le projet, par exemple, affirme que la communauté bénéficie du projet REDD+ : « Divers projets sociaux et activités visent à atténuer les pressions de la déforestation et à bénéficier aux communautés locales, parmi lesquels, entre autres : des cours de vulgarisation agricole, des patrouilles en bateau sur les sites potentiels de déforestation, l'amélioration des écoles et des cliniques locales et le développement d'infrastructures locales pour vendre de l'açaï, des plantes médicinales et du caoutchouc récoltés localement. » (7) Des photos d'enfants devant l'école communautaire (qui n'est plus opérationnelle depuis deux ans et est en mauvais état) et une photo d'une réunion communautaire à l'intérieur du bâtiment scolaire sont incluses pour laisser penser que le projet apporte des bénéfices à la communauté locale.

Envira Amazonia REDD+ : en réalité pour les familles, des restrictions, pas des avantages

Tandis que les propriétaires du projet et les organismes de certification créent une réalité virtuelle d'un projet Envira Amazonia REDD+ apportant ses bienfaits aux familles dans la zone du projet, la réalité pour la communauté sur le terrain est similaire à celle des communautés affectées par les deux autres projets REDD+ de CarbonCO LLC dans l'État d'Acre, les projets REDD+ Purus et Valparaiso/Russas. (8) Un grand propriétaire terrien doté d'un titre foncier douteux profite de la situation foncière précaire et de l'isolement de la communauté et utilise sa position de pouvoir sur les familles pour imposer des restrictions d'utilisation des terres qui risquent d'accélérer l'exode rural.

Le projet Envira REDD+ interdit l'utilisation de la forêt par les familles de récolteurs de caoutchouc en dehors des 150 hectares actuellement accessibles pour chacune des familles vivant sur le site du projet REDD+. Les habitants ne sont donc pas autorisés à remettre en activité les parcelles récemment abandonnées qui étaient utilisées par les familles de récolteurs de caoutchouc jusque dans les années 1990. Cela va forcer les jeunes qui ont grandi dans la région et qui souhaitent poursuivre le mode de vie de leurs parents en tant que récolteurs de caoutchouc et de paysans à quitter la terre et à émigrer vers la ville où les opportunités d'emploi seront rares. La déforestation destinée à l'élevage bovin continue à être pratiquée dans les zones environnantes par de grands propriétaires fonciers, mais les familles de paysans et de paysans se voient refuser la terre utilisée depuis des générations pour la récolte du caoutchouc et l'agriculture paysanne.

La réalité virtuelle d'un projet REDD+ procurant des avantages « Gold Level » à la communauté, créée par les publicités sur le site web de carbonfund.org et les rapports de certification, contraste fortement avec la réalité des promesses vides et des futures restrictions d'utilisation des terres qui caractérisent le projet REDD+ Envira Amazonia sur le terrain.

Jutta Kill, [jutta \[at\] wrm.org.uy](mailto:jutta@wrm.org.uy)

Membres du secrétariat international du WRM

- (1) Une liste partielle des entreprises et des propriétés dans les États d'Acre et du Mato Grosso qui font apparemment l'objet d'un suivi dans le cadre de la certification du projet REDD+ (pour éviter les fuites, par exemple lorsqu'un propriétaire déplace son bétail vers ces autres propriétés) est incluse dans les documents de certification. Plusieurs propriétés (par exemple Seringal Canada) sont incluses dans le vaste domaine foncier de 200 000 hectares dont fait partie le projet REDD+. Cependant, la liste semble être incomplète et ne porte pas sur les activités dans l'État d'Amazonas auxquelles plusieurs habitants de la région ont fait référence. Au moins deux entreprises dans lesquelles Couto Neto apparaît comme partenaire ne figurent pas sur la liste : Santa Cruz Da Amazonia Empreendimentos Ltda et Start Up Da Amazonia Projetos d'Exploracao Sustentavel Ltda Me.
- (2) Commentaire de Duarte Jose do Couto Neto sur un article intitulé « General do exército bate forte no STF »
- (3) Les rapports financiers de l'organisation à but non lucratif Carbonfund.org font apparaître un paiement de 136 802 USD en 2015 à Environmental Services Inc. Les rapports n'expliquent pas s'il s'agit du coût de la validation et de la vérification du projet Envira Amazonia REDD+ par rapport à la norme carbone VCS. CarbonCo LLC est une filiale à 100 % de l'organisation à but non lucratif Carbonfund.org. Le rapport annuel de la Fondation Carbonfund.org 2016 est disponible [ici](#); les documents transmis pour l'exemption de l'impôt sur le revenu sont disponibles [ici](#).
- 4) Voir [ici](#) pour la longue liste des documents liés aux documents de certification Verra/VCS carbone et CCB.
- (5) Lien vers la base de données VCS/Verra
- (6) Document de projet Envira Amazonia préparé pour la certification CCB
- (7) Publicité de Carbonfund.org pour le projet Envira Amazonia REDD+
- (8) Pour plus d'informations sur les impacts de ces projets sur les communautés à l'intérieur des sites de projets REDD+, voir la publication WRM « Observations sur un projet REDD privé dans l'État d'Acre, au Brésil » et C. Faustino & F. Furtado (2015) : Economia Verde, Povos das Florestas e Territórios: violações de direitos no estado do Acre Bericht für die Plataforma DHESCA Brasil.

[Lisez cet article en ligne](#)

[Table des matières](#)

Alerte sur REDD! Comment les projets REDD+ sapent l'agriculture paysanne et les vraies solutions du changement climatique

[Extrait du Bulletin WRM 219 - Octobre 2015](#)

L'agriculture fait de plus en plus l'objet de débats dans les forums de haut niveau sur le changement climatique qui proposent diverses initiatives censément destinées à aider les agriculteurs à s'adapter au changement climatique et à diminuer les émissions de gaz à effet de serre de l'agriculture. L'une de ces initiatives est l'initiative REDD+. L'initiative REDD+, cependant, renforce le système alimentaire de l'agrobusiness qui est en grande partie responsable du changement climatique, prive de nombreuses communautés et peuples de la forêt de leurs territoires, et fragilise les systèmes alimentaires et agricoles des paysans et des peuples autochtones qui sont en fait capables de « refroidir » la planète.

L'agriculture fait de plus en plus l'objet de débats dans les forums de haut niveau sur le changement climatique qui proposent divers programmes, censément destinés à aider les agriculteurs à s'adapter au changement climatique et à diminuer les émissions de gaz à effet de serre de l'agriculture. Ces initiatives sont fortement encouragées par les grandes entreprises et les gouvernements qui souhaitent protéger l'agro-industrie et les systèmes alimentaires industriels contre les vraies solutions qui fourniraient davantage de terres aux paysans et qui soutiendraient l'agriculture agro-écologique à destination des marchés locaux. Ainsi, l'agriculture paysanne à petite échelle est la cible de ceux qui proposent agressivement de fausses solutions du changement climatique, tandis que l'agriculture industrielle reste presque inchangée. Une de ces propositions est le système dénommé REDD+.

Une [publication récente de GRAIN et du WRM](#) explique certaines caractéristiques du système REDD (Réduction des émissions dues au déboisement et à la dégradation des forêts) qui le rendent dangereux pour l'agriculture paysanne. La publication montre que REDD+ renforce le système alimentaire industriel (responsable pour une bonne part du changement climatique), qu'il a privé beaucoup de communautés et de peuples forestiers de leurs territoires et qu'il conspire contre leurs systèmes agricoles, pourtant susceptibles de refroidir la planète.

Dans la plupart des cas, l'information que reçoivent les communautés paysannes sur les projets REDD+ est tendancieuse ou incomplète. Les partisans du projet leur font beaucoup de promesses de bénéfices et d'emploi si elles acceptent l'activité REDD proposée. Cependant, la plupart des projets REDD+ limitent l'affectation de la forêt à la culture itinérante, à la cueillette et à d'autres activités de subsistance. La chasse, la pêche, le pâturage ou la coupe de quelques arbres pour construire des maisons ou des canoës subissent aussi des restrictions que les propriétaires du projet font respecter, souvent avec l'aide de gardes armés. En outre, la plupart des communautés ne sont pas informées que ces projets génèrent des

crédits de carbone, ou que les acheteurs de ces crédits sont de grandes entreprises du monde entier dont les activités comportent l'extraction de combustibles fossiles et la destruction des territoires des populations traditionnelles. L'agriculture paysanne est signalée comme cause du déboisement, tandis que les vrais responsables sont ignorés. Pendant ce temps, les principaux facteurs du déboisement – l'exploitation forestière industrielle, l'expansion du palmier à huile, du soja ou des plantations d'arbres, l'extraction minière, les grands barrages hydroélectriques et, par dessus tout, l'expansion de l'agriculture industrielle dans les forêts – continuent sans restriction aucune. (Voir [“REDD : une collection de conflits, de contradictions et de mensonges”](#).)

Caractéristiques qui rendent REDD+ dangereux pour l'agriculture paysanne

REDD+ accuse les méthodes agricoles paysannes du déboisement et des émissions

Les paysans du monde entier ont de moins en moins de terres, alors qu'ils continuent à produire la plupart de la nourriture du monde, et leurs émissions de gaz à effet de serre ne se rapprochent même pas de celles des fermes industrielles. Pourtant, l'écrasante majorité des projets REDD+ visent à réduire les émissions de GES en diminuant encore davantage les surfaces auxquelles ont accès les paysans et les communautés indigènes, ou en modifiant le mode d'exploitation des terres des petits agriculteurs.

Les défenseurs de REDD+ ont la conviction erronée que la culture itinérante, couramment pratiquée par les peuples forestiers, est une des causes principales du déboisement. Or, cela n'est pas vrai. Ce que l'on regroupe habituellement sous le terme « culture sur brûlis » inclut des centaines de méthodes différentes d'exploitation, adaptées aux circonstances locales. Loin de causer une forte diminution des forêts, elles ont permis aux communautés forestières de préserver les forêts dont elles dépendent. Lorsque la culture itinérante provoque la dégradation de la forêt, cela se passe généralement à des endroits où les cycles de rotation ont dû être raccourcis parce que les cultivateurs disposaient de moins de terre, presque toujours à cause de l'expansion des plantations industrielles, des grands projets d'infrastructure ou de l'exploitation industrielle du bois, qui accaparent les terres dont les communautés paysannes ont besoin pour la production d'aliments.

Un autre argument utilisé par les défenseurs de REDD+ est que le « coût d'opportunité » est inférieur à celui qui résulterait de la limitation des plantations et des fermes industrielles. Le « coût d'opportunité » mesure le bénéfice économique que les entreprises ou les paysans auraient obtenu si les activités de déboisement avaient continué. Les experts peuvent voir l'argent que les plantations rapportent aux entreprises, mais ils ne voient pas la valeur totale des bénéfices que les zones boisées rapportent aux communautés paysannes, en production d'aliments, en logement, en médicaments, en biodiversité, en culture, etc. Pour les défenseurs de REDD+, il est plus « rentable » d'empêcher les paysans d'utiliser les forêts que de freiner les entreprises de plantation et les agriculteurs industriels.

REDD+ : une bonne affaire pour les entreprises charbonnières, les ONG écologistes internationales, les experts conseil et les pays industrialisés

Une des belles promesses de REDD+ est que les communautés tributaires des forêts et les agriculteurs paysans seront payés pour protéger les forêts. Pour allécher les gouvernements et les communautés du Sud, les défenseurs de REDD+ font habituellement des affirmations exagérées quant au volume du marché mondial des crédits de carbone, ou quant au volume escompté du futur marché du carbone forestier.

Le fait est que le prix des permis d'émission est en chute libre depuis 2008. Et même si ces permis atteignent la valeur prévue, les expériences des projets REDD+ existants qui vendent des crédits de carbone montrent que les profits éventuels, qui devraient en théorie parvenir aux communautés, seront captés par d'autres.

Avant qu'un projet REDD+ puisse vendre des crédits de carbone, de nombreux documents techniques doivent être rédigés, certifiés et vérifiés par plusieurs audits. Tous ces préparatifs coûtent de l'argent, et ils ne sont pas bon marché. Ils s'additionnent aux « frais généraux » ou aux « coûts de transaction » des projets REDD+.

Pour les organisations écologistes internationales comme The Nature Conservancy, Conservation International et le WWF, REDD+ est une bonne affaire parce qu'elles peuvent capter une portion considérable de l'aide internationale et des fonds pour le climat dont dispose le système. Elles participent à beaucoup de projets et d'initiatives REDD+ et jouent le rôle de conseillères pour les projets nationaux. Aucune de ces organisations n'a révélé le montant de son budget REDD+, ni combien d'argent provient des fonds climatiques que les pays industrialisés comptabilisent comme paiements REDD+ pour les pays du Sud.

Les pays industrialisés vont sans doute gagner encore davantage grâce à REDD+, si le nouveau traité de l'ONU sur le climat qui est négocié à l'heure actuelle leur donne la possibilité de porter à leur crédit la diminution du déboisement dans les pays tropicaux. En effet, une des propositions en discussion est que les pays qui donnent des fonds pour financer le système REDD+ puissent mettre les réductions obtenues par REDD+ au compte de leurs propres objectifs en matière d'émissions... une option très convenable pour les gouvernements des pays industrialisés qui cherchent des moyens d'éviter des réductions radicales chez eux.

Le système REDD+ conspire contre la souveraineté alimentaire

De diverses façons, les projets REDD+ conspirent généralement contre la production locale d'aliments et créent une situation d'insécurité alimentaire chez les communautés. Dans certains cas, les familles qui participent directement à un projet de compensation doivent réduire leur production d'aliments afin de planter des arbres pour le projet. Dans d'autres cas, le projet REDD+ empêche les communautés d'accéder aux zones boisées sur lesquelles elles comptent pour la pêche et la cueillette, pour l'agriculture itinérante ou pour faire paître le bétail.

L'échec régulier des initiatives REDD+ à « créer des alternatives à la culture

sur brûlis » ou à « moderniser » l'agriculture paysanne au moyen de propositions mises en œuvre par des propriétaires lointains ou des ONG écologistes, est le signe d'un autre problème inhérent aux projets REDD+ : ils visent d'abord et surtout à maximiser le stockage de carbone dans la zone qui va générer des crédits. Les tentatives d'y faire participer les communautés paysannes et les peuples forestiers viennent après coup, à la demande des bailleurs de fonds ou pour montrer que la mise en œuvre du projet est participative.

REDD+ conspire contre le contrôle communautaire des territoires

Les crédits négociables REDD+ sont une sorte de titre de propriété. Ceux qui les achètent n'ont pas besoin d'être propriétaires de la terre ou des arbres qui « stockent » le carbone, mais ils ont le droit de décider comment cette terre sera utilisée. De même, leurs contrats leur donnent habituellement le droit de surveiller ce qui s'y passe et de s'y rendre à n'importe quel moment, tant qu'ils seront propriétaires du crédit de carbone.

Les communautés ne savent pas que le contrat qu'ils signent pour un projet REDD+ risque de limiter leur contrôle du territoire. Le plus souvent, les obligations que contractent les communautés ou les familles ne sont pas clairement expliquées ou sont décrites dans des termes ambigus qui peuvent être mal interprétés. Il leur est difficile de demander l'avis d'un avocat qui les conseille sur ces documents techniques complexes et ambigus, parce que presque tous les contrats REDD+ contiennent des clauses de confidentialité strictes.

Le contrôle communautaire du territoire est affecté aussi quand le projet sème la division au sein de la communauté. Tandis que la plupart de leurs promesses d'emploi ne sont pas tenues, les projets REDD+ emploient généralement des gens de la communauté comme gardes forestiers, dont le rôle est d'informer sur le respect des règles. Autrement dit, ils sont censés surveiller les autres membres de la communauté et les dénoncer aux propriétaires s'ils coupent des arbres, s'ils chassent, pêchent ou plantent dans la forêt, c'est-à-dire s'ils y font ce qu'ils ont toujours fait mais que les normes du projet REDD+ interdisent maintenant. Ce type d'emploi sème la discorde dans la communauté et diminue sa capacité de s'organiser pour défendre son territoire.

Les réformes législatives inspirées par le marché du carbone mettent en péril la réforme agraire

Le Code forestier du Brésil montre que les réformes législatives inspirées par REDD+ et par d'autres initiatives commerciales de compensation peuvent mettre en danger la réforme agraire et les droits des paysans à la terre. La révision du Code forestier de 2012 étend l'utilisation des crédits de 'restauration forestière'. Ces crédits peuvent être vendus par le propriétaire des terres s'il a déboisé une étendue inférieure à celle qui est autorisée par le Code. De leur côté, les agriculteurs qui ont défriché au-delà des limites

légales ont l'obligation, en application du Code forestier de 2012, de restaurer la zone déboisée en excès, sans quoi ils risquent de ne plus avoir accès à des crédits agricoles. En achetant des crédits de restauration forestière, ils évitent d'avoir à reboiser leur propre terre. Les crédits de reboisement négociables compromettent gravement un instrument essentiel pour la réforme agraire brésilienne. Cet instrument a toujours été l'expropriation des latifundia déclarés improductifs et qui, de ce fait, ne remplissent pas la « fonction sociale » requise par la constitution. L'introduction des crédits de reboisement négociables a donné aux propriétaires terriens un nouveau moyen d'éviter l'expropriation à des fins sociales, car ces crédits transforment les propriétés improductives en 'usines à carbone' et en dépôts de réserves environnementales. En plus, cela permet aux propriétaires terriens d'affirmer que la terre est en train de remplir la « fonction sociale » prévue par la constitution.

Le système REDD+ facilite l'expansion de l'agriculture industrielle

Le déboisement provoqué par le secteur agricole au cours des dernières décennies est presque entièrement dû à l'expansion de la production destinée à l'exportation et à la nourriture des animaux, pour la plupart dans des fermes et des plantations industrielles à grande échelle. Le déboisement est donc directement lié aux chaînes internationales de production de matières premières qui sont contrôlées par un petit nombre de transnationales de l'alimentation : des négociants et producteurs de matières premières comme Cargill, le groupe Louis Dreyfus, Bunge, Archer Daniels Midland (ADM), JBS ou Wilmar International, des sociétés alimentaires comme Nestlé, Danone et Unilever, et des supermarchés et chaînes de fast-foods comme McDonald's, Walmart ou Carrefour.

Pour éviter la mauvaise publicité et protéger leurs voies d'approvisionnement, les grandes entreprises ont créé des systèmes de certification volontaires et des tables rondes auxquelles participent quelques grandes ONG internationales (voir l'article à ce sujet dans ce même bulletin).

Conclusions

Les problèmes sont clairs, les solutions existent... et elles sont très différentes du système REDD+.

REDD+ permet d'occulter le fait que, si l'agriculture contribue pour une bonne part au changement climatique, les cultivateurs de produits agricoles n'ont pas tous la même part de responsabilité dans les émissions de gaz à effet de serre. La source principale des émissions de gaz à effet de serre est le système alimentaire industriel, avec son utilisation intensive de produits chimiques, l'érosion du sol et le déboisement qu'il provoque, et son orientation vers la production pour les marchés d'exportation.

Or, REDD+ accuse la culture itinérante et l'agriculture paysanne du déboisement et des émissions de gaz à effet de serre. En fait, les paysans sont en train de prouver qu'il est possible de « nourrir le monde » tout en produisant beaucoup moins d'émissions que le système de production agricole industriel axé sur l'exportation. La restitution des terres aux petits agriculteurs et aux communautés indigènes est le moyen le plus efficace de réussir à alimenter une population mondiale toujours croissante en une période où le changement climatique devient imprévisible. REDD+ est un moyen dangereux de distraire l'attention des mesures urgentes à prendre dans cette direction.

Voir le rapport ici : <http://wrm.org.uy/fr/autres-informations-pertinentes/comment-les-projets-redd-fragilisent-lagriculture-paysanne-et-les-solutions-reelles-au-changement-climatique/>

[Lisez cet article en ligne](#)

[Table des matières](#)

Quelle est la plus forte contradiction du système REDD+?

[Extrait du Bulletin WRM 208, Novembre 2014](#)

Cela fait des années qu'un groupe de banques, d'entreprises, de gouvernements et d'ONG de conservation essaient de montrer que l'initiative REDD+ est un bon moyen pour combattre les changements climatiques. Cependant, au fur et à mesure que le WRM a cherché à en savoir plus sur la REDD+ et, en particulier, sur les projets qui ont été mis en œuvre, il a constaté que ce système accumulait les échecs et qu'il péchait par de nombreuses contradictions. Cet article passe en revue certaines des plus graves contradictions du mécanisme REDD+.

Cela fait presque dix ans qu'un groupe de banques, d'entreprises, de gouvernements et d'ONG essaient de montrer au monde que le système REDD+ est un bon moyen pour combattre les changements climatiques. Ce système sera un élément fondamental du nouvel accord mondial sur le climat sur lequel les gouvernements commencent à discuter en ce moment à Lima, au Pérou, en prévoyant qu'il sera conclu en 2015 à Paris. Or, en examinant les politiques REDD+ qui ont été formulées et les nombreux projets expérimentaux qui ont été mis en œuvre, le WRM constate que ce système accumule les échecs et qu'il pêche de nombreuses contradictions.

Cela fait presque dix ans qu'un groupe de banques, d'entreprises, de gouvernements et d'ONG essaient de montrer au monde que le système REDD+ est un bon moyen pour combattre les changements climatiques.

Or, en examinant les politiques REDD+ qui ont été formulées et les nombreux projets expérimentaux qui ont été mis en œuvre, le WRM constate que ce système accumule les échecs et qu'il pêche de nombreuses contradictions. (Pour en savoir plus, [voir la page correspondante du WRM](#)).

Malgré cela, ce système sera un élément fondamental du nouvel accord mondial sur le climat sur lequel les gouvernements commencent à discuter en ce moment à Lima, au Pérou, en prévoyant qu'il sera conclu en 2015 à Paris. Le nouvel accord vise à disposer de davantage de fonds de la Banque mondiale et des agences de coopération de la plupart des gouvernements du Nord, pour faire modifier les législations forestières des pays de forêt tropicale en les adaptant à la logique de marché nécessaire à l'application de REDD+.

Ces raisons ont été suffisantes pour que le WRM et un ensemble d'organisations et de réseaux mondiaux fasse un [appel à l'action](#), en soulignant qu'il faut lutter non seulement contre REDD+ mais aussi contre les industries pétrolière, gazière et minière qui en sont les principales bénéficiaires, en plus de combattre le capitalisme global.

L'occasion est bonne pour énumérer les contradictions les plus graves du système REDD+:

1 – Les promoteurs de REDD+ affirment que les communautés ne seront pas désavantagées par les projets REDD+, parce qu'ils seront tous mis en œuvre en appliquant le principe du consentement préalable, libre et en connaissance de cause. Cependant, les projets de réduction des émissions de carbone dans les

forêts qui ont déjà été mis en œuvre ont été conçus et définis par les techniciens des entreprises ou des ONG qui les proposent, sans donner aux communautés l'information nécessaire et complète et sans leur demander si elles voulaient ou non transformer leurs forêts en 'réservoirs' de carbone. Pour aggraver encore les choses, ces projets s'accompagnent souvent de la criminalisation des communautés, en plus de porter atteinte à leur souveraineté alimentaire, à leur contrôle du territoire et à leur autonomie.

2 – Les promoteurs de REDD+ justifient leurs projets en accusant les communautés qui dépendent des forêts tropicales d'être les principales responsables du déboisement à cause de leur mode de vie. Cependant, ces promoteurs accordent une importance secondaire aux véritables causes du déboisement, dont sont responsables les entreprises et les institutions financières qui sont derrière la construction de barrages hydroélectriques, l'agriculture industrielles, l'extraction minière à grande échelle, l'exploitation de pétrole et de gaz, etc. Pour aggraver encore les choses, ces entreprises sont les principales bénéficiaires des projets REDD+, qui leur permettent d'acheter des crédits carbone et de 'verdir' en même temps leur image.

3 – Les promoteurs de REDD+ disent aux communautés qui habitent dans la zone d'un projet que le fait de 'stocker' le carbone dans leur forêt contribue à réduire la pollution de l'air et les effets des changements climatiques à l'échelon mondial. Cependant, ils ne leur disent pas que le carbone 'stocké' dans la forêt donne aux grandes industries polluantes le droit de continuer à libérer du carbone dans l'atmosphère et que cela aggraverait encore plus les changements climatiques, avec des effets négatifs sur les forêts elles-mêmes. En revanche, les promoteurs des projets obligent les communautés – qui n'émettent pratiquement pas de carbone – à modifier leur mode de vie, tout en veillant à ce que le 'mode de vie' des grandes entreprises des pays industrialisés puisse rester inchangé.

4 – Les promoteurs de REDD+ dépensent plus de la moitié de l'argent des projets à payer des consultants chargés de calculer et de recalculer les volumes de carbone censément présents, aujourd'hui et à l'avenir, dans la forêt concernée par le projet. Cependant, ces calculs ne sont pas fiables et, pire encore, ils détournent encore plus l'attention des causes réelles du réchauffement planétaire.

5 – Les promoteurs de REDD+ affirment que le reboisement, c'est-à-dire la plantation d'arbres, peut être considéré comme un projet REDD+ parce qu'il augmente la superficie des 'forêts' du monde et le 'stockage' de carbone. Cependant, ce reboisement se fait en créant de vastes plantations d'eucalyptus en régime de monoculture, destinées à approvisionner les usines de pâte à papier; ces plantations sont gérées de façon industrielle et mécanisée, avec des cycles de rotation courts (6 an) et à grand renfort de produits toxiques et d'engrais chimiques dérivés du pétrole.

6 – Les promoteurs de REDD+ affirment que l'agriculture peut être 'intelligente vis-à-vis du climat'. Cependant, cette 'intelligence' consiste à appliquer les méthodes de l'agriculture industrielle, avec des semences transgéniques plantées en régime de monoculture à grande échelle et en dépendant considérablement du pétrole.

7 – Une entreprise énergétique d'un pays industrialisé d'Europe ou d'Amérique

du Nord qui ait acheté des crédits carbone d'un projet REDD+ peut affirmer qu'elle possède des documents attestant qu'elle est propriétaire du carbone présent dans une étendue de forêt déterminée. Cependant, cette forêt est à des milliers de kilomètres du 'propriétaire' supposé du carbone, qui n'a pas la moindre idée de l'endroit où 'son carbone' est 'stocké' ni des personnes qui habitent ce territoire depuis des générations.

8 – D'un côté, le gouvernement de Norvège accorde des sommes milliardaires au Brésil pour réduire les émissions dues au déboisement. De l'autre, ce même gouvernement norvégien vient d'annoncer que son entreprise Statoil va forer de nouveaux puits de pétrole au large du Brésil. Ainsi, le carbone de l'atmosphère augmentera encore, et les profits de l'entreprise – qui dépassent de loin le montant alloué aux gouvernements du Brésil et d'autres pays tropicaux pour 'réduire le déboisement' – augmenteront également.

9 – Les promoteurs de REDD+ ont réussi à faire dépenser beaucoup de temps et d'argent à s'occuper d'une cause secondaire des changements climatiques: le déboisement et la dégradation des forêts. De leur côté, les gouvernements ont consacré très peu de temps et d'argent à s'attaquer au problème de fond. Cela est d'autant plus grave que personne n'ignore la véritable solution: laisser le pétrole, le charbon et le gaz dans le sous-sol.

10 – Les promoteurs de REDD+ affirment que la seule manière de sauver les forêts tropicales c'est que l'humanité fasse appel à des systèmes tels que REDD+ et mette un prix à la nature. Cependant, pour les communautés forestières la valeur des forêts est incommensurable et il est impossible d'attribuer un prix à ce que les peuples indigènes considèrent comme sacré.

À vous maintenant de décider – et ce ne sera pas facile – laquelle de ces contradictions de REDD+ est la plus grave!

[Lisez cet article en ligne](#)

[Table des matières](#)

Un mythe de REDD+: la 'gestion forestière durable'

Extrait du Bulletin WRM 207, Octobre 2014

Les négociations de l'ONU sur le climat ont intégré dans les accords passés en 2010 la notion de la « gestion forestière durable »(GFD). La GFD constitue l'une des parties en « plus » (« + ») de REDD. Dans le cadre de la REDD+, la GFD est encouragée en tant que moyen pour réduire les émissions de GES. C'est un mythe. La réalité est que la GFD permet à une exploitation forestière destructive et souvent illégale de se poursuivre en toute impunité.

Mythe: la gestion durable des forêts réduira les émissions et apportera le développement durable

Les négociations de l'ONU sur le climat ont intégré dans les accords passés en 2010 à Cancún (Mexique) la notion de la 'gestion forestière durable' (GFD), dans le cadre de ce qu'on appelle REDD+: «Réduction des émissions dues au déboisement et à la dégradation des forêts, conservation, aménagement durable des forêts et augmentation des stocks de carbone forestiers dans les pays en développement» (1). Dans ce cadre, la GFD est présenté comme un moyen de réduire les émissions, mais la réalité est que la GFD est un mythe qui permet à l'exploitation forestière destructrice et souvent illégale de continuer en toute impunité.

De nos jours, tout le monde pratique 'gestion forestière durable'. Même la société malaise Rimbunan Hijau, l'une des entreprises forestières les plus destructrices du monde (2), s'en réclame dans son site web et affirme qu'elle «maintient la Malaisie verte» grâce à son «investissement en plantations d'arbres» (3). Les entreprises insistent sur l'idée que les plantations en régime de monoculture peuvent être 'durables'. Rimbunan Hijau affirme qu'elle 'plante des forêts'. Même l'ONU considère les plantations industrielles d'arbres comme des forêts. Il y a là, pour le dire en deux mots, une erreur flagrante. Les plantations ne sont pas des forêts. Les forêts contiennent des réseaux variés d'êtres vivants, tandis que les plantations sont dépourvues de diversité biologique, et que l'eau et les sols y sont pollués. Cela met en danger les habitants autochtones tributaires des forêts et aggrave le changement climatique.

Comme le signale Patrick Alley, de l'ONG Global Witness, dans un exposé qu'il a récemment fait, 'gestion forestière durable' est un «désagréable euphémisme» (4). L'industrie forestière s'est débrouillée pour se présenter comme une entreprise quasi philanthropique, qui crée des emplois et apporte le développement. Alley explique que «les industries d'exploitation de bois peuvent être classées en deux catégories: les criminelles et les légitimes. Les criminelles sont criminelles. Les légitimes sont la même chose mais avec un meilleur service de relations publiques».

L'industrie forestière a reçu beaucoup de soutien pour commettre avec succès ce crime parfait, comme l'appelle Alley. La poursuite de l'exploitation de bois dans les tropiques a même été encouragée avec l'argent des contribuables. Dans la

période de neuf ans allant jusqu'en juin 2011, la Banque mondiale avait versé 4,1 milliards USD au secteur forestier. Une évaluation réalisée en 2013 par le Groupe indépendant d'évaluation (IEG) a conclu que, de façon générale, ces projets n'avaient pas réussi à combattre la pauvreté ni à avantager les communautés locales (5).

Comme on pouvait s'y attendre, la direction de la Banque mondiale a rejeté ces critiques, et l'argent de la Banque continue d'affluer (6). En août 2013, elle a annoncé qu'elle allait donner 31,83 millions USD pour la 'gestion forestière durable' participative au Laos (7). Ce pays a vu ses forêts dévastées par l'exploitation illégale, qui ne donne aucun signe de devoir cesser avant que la dernière forêt ait été abattue (8). Pourtant, au lieu de soutenir les tentatives de s'attaquer aux criminels qui dirigent la coupe illégale, la Banque mondiale verse encore plus d'argent pour légitimer, ou presque, la poursuite de l'exploitation forestière sous des apparences écologiques.

Un film tourné par Global Witness sur l'industrie forestière en République démocratique du Congo montre les répercussions de l'exploitation de bois à grande échelle financée par la Banque mondiale et des bailleurs de fonds internationaux (9). À maintes reprises, les communautés y parlent des entreprises exploiteuses, des préjudices portés à leurs écosystèmes et à leurs moyens d'existence, de l'absence de bénéfices et de l'intensification des conflits et de la violence. Il est impossible de ne pas voir la contradiction entre les programmes de 'gestion durable des forêts' qui prétendent diminuer le déboisement et la destruction environnementale causée par l'industrie forestière au Congo.

Une recherche récemment menée par des scientifiques de l'université de Lancaster révèle que les conséquences de la 'coupe sélective' et des incendies dans l'Amazonie ont été grossièrement sous-estimées (10). L'ONG Greenpeace parle de l'exploitation forestière en Amazonie en l'appelant «La crise silencieuse»: le bois illégal y est 'blanchi' grâce à des documents officiels (11). Les défenseurs de la 'gestion forestière durable' disent que celle-ci peut être effectuée en extrayant quelques espèces seulement et en laissant 'sur pied' le reste de la forêt. Pourtant, bien que 'coupe sélective' sonne mieux que 'coupe rasée', en réalité de grandes étendues de forêt sont perturbées. Cela comporte de fortes implications pour la REDD+, puisque la GFD est un des côtés 'positifs' du système.

En outre, une autre étude récente sur le Kalimantan oriental a révélé qu'il n'y avait aucune différence quant aux émissions de carbone entre les opérations forestières certifiées par le Forest Stewardship Council (FSC) et celles des concessions d'exploitation conventionnelles. En 2009, le FSC avait constitué un Groupe de travail sur le carbone forestier qui, en novembre 2012, présenta un «Cadre stratégique pour un engagement en matière de changement climatique» (12). Un des objectifs énoncés est que «les projets sérieux concernant le carbone forestier reconnaissent le FSC afin d'attirer leurs participants vers la certification». Cependant, le FSC a des antécédents sujets à controverse (13) pour avoir certifié des plantations d'arbres en régime de monoculture et des activités d'exploitation de bois destructrices, et pour n'avoir pas exigé de ses organes de certification qu'ils s'en rendent responsables.

En 2011, les professeurs Bradshaw et Laurence ont rédigé un document qui a été publié par Nature, intitulé «Les forêts primaires sont irremplaçables

pour maintenir la biodiversité tropicale» (14). Laurence a écrit, dans le site web d'ALERT, que «l'Indonésie a, à elle seule, au moins 35 millions d'hectares – une superficie supérieure à celle de l'Allemagne – de forêts dont le bois a été exploité de façon sélective, et la plupart de ces forêts exploitées n'ont aucune protection et sont défrichées pour l'agriculture» (15). De son côté, Bradshaw a dit au cours d'une interview récente: «Il est insensé d'envisager même une exploitation forestière 'à faible émission', quand on sait que les forêts, quelle que soit la perturbation qu'elles subissent, ne sont jamais capables de retenir autant de carbone ou de biodiversité que les forêts primaires» (16).

Par conséquent, la GFD peut impliquer l'expansion et la légitimation des activités commerciales d'exploitation forestière à l'échelle industrielle dans les forêts anciennes.

Chris Lang, reddmonitor@googlemail.com
REDD-Monitor, <http://www.redd-monitor.org/>

1. Pour plus de renseignements sur le système REDD+, voir le site web du REDD-Monitor: <http://www.redd-monitor.org>, et la section REDD du site web du WRM: <http://wrm.org.uy/browse-by-subject/mercantilization-of-nature/redd/>.
2. <http://www.greenpeace.org/international/en/publications/reports/RH-30years-forest-plunder>
3. <http://www.rhg.com.my/business/agri/index.html>
4. www.globalwitness.org/blog/how-the-logging-industry-tricked-us-into-financing-our-own-destruction/
5. <http://www.redd-monitor.org/2013/01/31/ieg-report-world-banks-forestry-lending-has-not-reduced-poverty/>
6. <http://www.redd-monitor.org/2013/02/05/world-bank-management-rejects-criticisms-of-industrial-logging/>
7. <http://www.worldbank.org/en/news/press-release/2013/08/08/world-bank-supports-participatory-sustainable-forest-management-in-lao-pdr>
8. <http://www.redd-monitor.org/2014/05/16/demand-for-luxury-furniture-in-china-pushes-siamese-rosewood-to-the-brink-of-extinction/>
9. https://www.youtube.com/watch?feature=player_embedded&v=qxn5jfgED1w
10. <http://onlinelibrary.wiley.com/doi/10.1111/gcb.12627/full>
11. http://www.greenpeace.org/france/PageFiles/300718/Amazone_GPS_TRACKING.pdf
12. <https://ic.fsc.org/resource-center.489.htm>
13. <http://fsc-watch.org>
14. <http://www.nature.com/nature/journal/v478/n7369/full/nature10425.html>
15. <http://alert-conservation.org/issues-research-highlights/2014/2/13/the-debate-about-forest-conservation>
16. <http://news.mongabay.com/2014/0210-ril-carbon-emissions.html#jXSfjXqO2hgtUYcX.99>

[Lisez cet article en ligne](#)

[Table des matières](#)



Sena Madureira, Acre, Brésil. Juin, 2018. Ph: Les Amis de la Terre Brésil.

3. Résistance aux propositions d'autoriser des compensations forestières internationales sur le marché du carbone en Californie : quelques exemples

Brésil: Déclaration d'Sena Madureira, 17 juin 2018

(Disponible uniquement en anglais et en portugais)

People from the forests gathered in Sena Madureira, Acre, to denounce the false solutions of green capitalism and demand their right to their lands. The Jaminawa's regain of their territory was celebrated as an example of the power of the peoples union.

Published by [Friends of the Earth Brazil](#)

Between June 15 and 17, 2018, indigenous peoples and communities who live and work in the forest gathered in Sena Madureira, Acre, to denounce the false solutions proposed by green capitalism for environmental and climatic degradation – paradoxically caused by the capitalist logic of unsustainable production and consumption itself. Projects that believe in the fallacious principle that it is possible to continue polluting the earth, water and atmosphere in a certain point of the planet, while “compensating” for this pollution by maintaining forests in another, were denounced. Other than impossible, these measures also end up hampering populations that do relate to forests in a balanced way – indigenous and small local communities – who end up losing autonomy over their territories, their production capability and their subsistence.

The state of Acre is seen as a “laboratory” for these green capitalism “compensation” policies. There, traditional communities are suffering at the hands of these REDD, REDD+, REM or PES projects – a pack of complicated acronyms that stand for a group of even more complicated names: REDD stands for “Reducing Emissions from Deforestation and Forest Degradation”; REM stands for “REDD Early Movers”, and PES means “Payment for Environmental Services”. All that these acronyms and names have in common are its measures of green capitalism to continue to pollute freely, at the expense of the rights of indigenous and traditional populations, who, when deceived to accept such projects, lose their rights over their lands.

In sum, polluter governments and companies from the global north buy “pollution credits”, taking away from communities from the south their right to manage their own land: they buy the right to continue polluting by violating rights elsewhere, hence disregarding other peoples sovereignty over their territory. They privatise and financialise nature. They hinder local land usage, fishing and planting, thus hindering the survival of these people. They confuse communities with strange terms, making use of a language alien to people, and seduce them with

false promises – confuse to divide, divide to dominate: that is how green capitalism works. But in Sena Madureira, just as previously in Xapuri, the forest peoples revealed the antidote to these attacks: unite to resist, resist to set free.

As if to emphasize the importance of this meeting, while the dialogue took place in Sena Madureira, the aviation companies met in Montreal, Canada, to discuss those “compensation” measures, which in no way reduce pollution levels and which cause violations of rights in the territories where are implemented. The expansion of airports in the world and the highly polluting air industry has also been criticized, and is an example of how the “compensation” logic works: despite all the inflicted rights violations, companies maintain their “green speech” as if they were actually addressing the problems that they themselves create. In Porto Alegre, for example, Fraport, a German company that operates the local airport, plans to eject Vila Nazaré, which has been in the region for 60 years, so that it can extend the runway for a few hundred meters. The expulsion of people, as usual, occurs in a violent and arbitrary manner, without any transparency in the process – against the will of Vila Nazaré’s community. On the one hand, a community being expelled from its land for the expansion of an airport; on the other, populations losing the right to their territory due to “compensation” projects; in the middle, a destructive logic, where companies attack rights at all ends and harm the forest peoples and also the peoples of the cities – a logic against which these peoples rise.

Read below the full document produced at the meeting in Sena Madureira, attended by the indigenous Apurinã, Huni Kui, Jaminawa, Nawa, Nukini, Jamamadi, Manchineri, Ashaninka do Envira and Yawanawa, by representatives of traditional communities in the interior of Acre, by rubber tappers from Xapuri, among many organisations from various states (Amazonas, Mato Grosso, Rio Grande do Sul and Rondônia) such as Friends of the Earth Brazil, the Indigenous Missionary Council (CIMI), the Rosa Luxemburg Foundation and the World Forests Movement (WRM).

Sena Madureira Declaration, 17th of June, 2018

We, the inhabitants of the forest, the rubber tappers, the Apurinã, Huni Kui, Jaminawa, Nawa, Nukini, Jamamadi, Manchineri, Ashaninka do Envira and Yawanawa indigenous people here present, the members of solidarity organisations from various states of Brazil (such as Acre, Amazonas, Mato Grosso, Rio Grande do Sul and Rondônia) and the university professors gathered from June 15 to 17, 2018 in Sena Madureira, Acre – ancestral land of the Jaminawa people – for the “Fourth Meeting of Capacity Building and Articulation of Forest Peoples in Confronting False Solutions”, hereby declare:

- We undergird the demands and denunciations of the Xapuri Declaration, in particular the rejection of green capitalism’s false solutions, such as REDD (Reducing Emissions from Deforestation and Forest Degradation), PES (Payment for Environmental Services), logging, as well as any measure of climate or environmental “compensation” through the purchase of pollution credits or similar;
- Committed to the Xapuri Declaration, we carry forward the spirit of unity

among peoples and the strength to face the “solutions” offered by capitalism to the crises caused by capitalism itself;

– The Jaminawa’s regain and occupation of their ancestral territories – Cayapucã, São Paulino and Caieté – serves as an example of this union’s power and strength to face the attacks of the capitalist muscle against the peoples. This victory invigorates and empowers each and every one of us – communities, peoples and organizations present – taking our common struggle forward;

– We emphasize the importance of the words of Pope Francis in the Encyclical *Laudato-Si* (paragraph 171): “The strategy of buying and selling “carbon credits” can lead to a new form of speculation which would not help reduce the emission of polluting gases worldwide. This system seems to provide a quick and easy solution under the guise of a certain commitment to the environment, but in no way does it allow for the radical change which present circumstances require. Rather, it may simply become a ploy which permits maintaining the excessive consumption of some countries and sectors.”

– Likewise, we highlight the condemnation of nature financialisation measures contained in paragraph 11 of the Declaration of the Alliance of Guardians and Children of Mother Earth (November 28, 2015), which says, regarding the primary forest areas of the planet which are traditionally under the care of indigenous peoples: “These ecosystems must not be used as part of a carbon market mechanism that quantifies and commodifies Mother Earth, branded as payment for ecosystem services, carbon trading, carbon offsets, carbon pricing, REDD, CDM, biodiversity offsets and financialisation of Nature; turning nature into “units” to be sold in financial markets.”

– We reject the REM (REDD Early Movers) program, funded by the German public bank KfW, which induces communities to accept the logic of green capitalism and uses the state of Acre, improperly, as an example of “success” in sustainable development. In fact, the program divides communities and threatens peoples’ autonomy over land use in their own territories, jeopardizing their food sovereignty and their traditional customs and knowledge. These same problems can happen in Mato Grosso, a state where recently the program has started being implemented;

– In addition, the money from these projects does not respond to the wishes and needs of indigenous and traditional populations, such as the demarcation of indigenous lands and land regularisation of small farmers in areas affected by measures of green capitalism. Even today there is no transparency on how such resources are applied, as we have already denounced in the Xapuri Declaration. We demand that Federal prosecutors hold projects accountable;

– We disallow any policy built within offices without prior consultation (in accordance with ILO Convention 169) and participation of indigenous and traditional populations. Any definition of measures that concern these populations must start from the bottom, from within the communities;

– We offer solidarity to the peoples of all the states of Brazil and the countries of the global South that suffer this same violence from green capitalism; we urge the peoples of the northern countries not to fall for the “green speech” tricks of companies, governments and NGOs and question financial investments such as the

REM program and the Amazon Fund, among others;

– We vehemently reject the persecution, defamation and criminalization of the defenders of the territories, who have the courage to express and denounce the attacks of the promoters of green capitalism.

Lastly, strengthened by the exchange of experiences among the most varied peoples during these three days, we continue to hold our heads high, believing that if we stand united, we have all the conditions to fight against the false solutions of green capitalism and to build alternative forms of sustainable life in the territories, respecting peoples' plurality. We invite all peoples of the forests and communities who suffer the violations of this inhuman and predatory system to, together with us, follow a path through which it can be possible to overcome the destructive logic of capital.

[Lisez cet article en ligne](#)

[Table des matières](#)

Brésil: Les peuples autochtones de l'État d'Acre déclarent leur rejet des politiques REDD et leur soutien à l'organisation locale CIMI (septembre 2017)

(Disponible uniquement en anglais et en portugais)

Indigenous Peoples from Acre in Brazil declare their rejection of REDD policies and their support for the work carried out by the Indigenous Missionary Council (CIMI). Feijó, State of Acre, Brazil, September 28th, 2017.

Letter of rejection and request for clarification

We, indigenous peoples of four different ethnic groups, Shanenawa, Huni Kui, Ashaninka and Madiha, together with the colonheiros (small-scale peasants), seringueiros (rubber tappers), and riverside dwellers of the high and low River Envira, as well as the River Jurupari communities Santo Antônio, Paumaripé and Valparaíso, the rubber tappers associations MASSIPIRA and Novo Oriente, and people living along federal and state highways, gathered in Feijó on the 27th and 28th September 2017. We renounce the letter of accusation and persecution against the CIMI (Indigenist Missionary Council) published on 31st July on the CPI Acre website under the title “Open Letter in Response to Declarations about SISA, REDD+ and Indigenous Peoples in Acre”.

We declare that we are extremely grateful for the work they carry out in support of indigenous populations and communities, whereas we renounce any action against the indigenous populations’ welfare, taking into account that we are aware of the CIMI’s transparent work in relation to indigenous issues in the River Envira area and the whole of Brazil.

Through all the Brazilian bureaucracy, we, indigenous peoples and other traditional communities demand respect for our originality, humility and wisdom in recognising the true value of Amazonia in and for our lives. For this, it is extremely necessary for everyone to know that we, indigenous peoples, were very happy before the arrival of the Portuguese in our country of origin, Brazil. We are aware that we have many rights, as we have duties, which have to be exercised. However, we know that things have to happen with transparency and honesty.

We, indigenous peoples, demand that legal accounting be carried out of all resources of any kind destined to our indigenous and riverside communities, with the aim of improving the relationship between the state authorities and members of the communities.

We take great care of preserving human life, for we preserve the environment as part of our way of life; we are aware that all we need to survive with our families in harmony is that our lands are demarcated so we can plant and gather our traditional food, and that our governing authorities work with transparency regarding indigenous issues. We realize that lack of honesty has existed since the

times when Pedro Alvarez Cabral traded gold for a piece of mirror; ever since those times, authorities haven't found the true essence of governing with honesty and transparency and in good faith.

Feijo, September 28th, 2017

[Lisez cet article en ligne](#)

[Table des matières](#)

Motion of rejection and solidarity with local leaders facing threats in Acre, Brazil

(Disponível unicamente em inglês e em português)

More than 80 organizations and individuals from all over the world sent today the letter enclosed below to relevant authorities in Brazil, Germany and California / USA rejecting “any and all attempts to intimidate or censor people and organizations that critique and oppose the environmental and climate policies implemented by the Acre government.”

In the letter the organizations and individuals reaffirm their “solidarity with all those who suffer threats or retaliation because of their firm political stance to defend their territories against the incessant exploitation of capital: You are not alone!”

August 3rd, 2017

Tiã Viana Governador do Acre
gabinete.governador@ac.gov.br

Dr. Torquato Lorena Jardim, Ministro da Justiça e Segurança Pública
assessoria.ministro@mj.gov.br; marcelo.varella@mj.gov.br;
gracioneide.rodrigues@mj.gov.br

Franklimberg Ribeiro de Freitas, Presidente da FUNAI-BSB
presidencia@funai.gov.br

Ministério Público Federal-Acre
atendimento.cidadao@mpf.mp.br

6a Camara de Coordenação e Revisão do MPF-Brasilia
6ccr@mpf.mp.br

Christiane Ehringhaus, KFW – programa REDD Early Movers
Christiane.ehringhaus@kfw.de

Jerry Brown, Governor of the State of California
Fax: + 1 – (916) – 558-3160

Mary Nichols, Chair California Air Resources Board
mnichols@arb.ca.gov
cc: Floyd Vergara, Chief Industrial Strategies Division, floyd.vergara@arb.ca.gov cc:
Rajinder Sahota, Assistant Division Chief Cap-and-Trade Program
cc: Industrial Strategies Division, rajinder.sahota@arb.ca.gov
cc: Jason Gray, Branch Chief Cap-and-Trade Program, jason.gray@arb.ca.gov
cc: Veronica Eady, Assistant Executive Officer, Environmental Justice,
Veronica.Eady@arb.ca.gov
cc: Office of the CARB Ombudsman, ombcomm@arb.ca.gov

cc: La Ronda Bowen, Ombudsman – ombudsman@arb.ca.gov
Minister Dr. Gerd Müller, Federal Ministry for Economic Cooperation and Development (BMZ), gerd.mueller@bmz.bund.de | Cc: Lena Siciliano Brêtas, lena.bretas@bmz.bund.de
Ministerin Dr. Barbara Hendricks, Bundesministerium für Umwelt, Naturschutz, Bau und Reaktorsicherheit (BMUB), barbara.hendricks@bundestag.de
cc: Programmbüro Internationale Klimaschutzinitiative, programmbuero@programmbuero-klima.de

Motion of rejection and solidarity with local leaders facing threats in Acre, Brazil

From May 26-28, 2017, a gathering was held in Xapuri, in the state of Acre, Brazil, around “the effects of environmental and climate policies on traditional peoples.” In addition to the publication of the [Xapuri Declaration](#), videos were disseminated with statements from indigenous leaders, seringueiros (rubber tappers) and other participants at the event. Since then, many of those leaders have been pressured and threatened by the „owners of power in Acre“.

Outraged by this latest aggression against the rights of peoples and communities that live in and depend on forests, those of us who participated in the aforementioned gathering—and those who support Amazonian peoples and communities’ struggles—express our vehement rejection of any and all attempts to intimidate or censor people and organizations that critique and oppose the environmental and climate policies implemented by the Acre government.

We specifically denounce and reject attempts by the Acre government, and non-governmental organizations associated with it, to slander such critics—in particular their claim that critics’ questioning could make it impossible to receive resources that could benefit the people of Acre’s forest. We know that the government has sufficient resources to protect the rights and serve the true interests of indigenous peoples and local communities. There is no need to put these peoples and communities’ futures at risk through questionable and nebulous projects. The government must act transparently in investing the resources it has already received through such projects, disclosing who the true beneficiaries are.

We demand that the National Indian Foundation (FUNAI) cease to intimidate officials who participate in these civil society discussions and meetings. We also demand that FUNAI fulfill its mission, which is to protect and promote the rights of indigenous peoples. With its intimidations, FUNAI is once again harming these indigenous people’s rights to free expression.

We understand that, as the bankruptcy of the underlying model of the environmental and climate policies and projects in question becomes more obvious, those whose private interests are intertwined with such policies and projects tend to defend them in increasingly repressive and violent ways. As the philosopher Paul Valer once said: “He who cannot attack the argument attacks the arguer.”

We cannot tolerate these continued attacks! That is why we reiterate our

support for the Xapuri Declaration. We reaffirm our solidarity with all those who suffer threats or retaliation because of their firm political stance to defend their territories against the incessant exploitation of capital: You are not alone!

Rettet den Regenwald e. V.; Alemanha
Forum Ökologie & Papier; Alemanha
Down to Earth Consult; Alemanha
Amigos de la Tierra Argentina; Argentina
Friends of the Earth Australia; Australia
Red de Comunicaciones Indigenas Apachita;
Bolivia
Center for Environment from Bosnia and
Herzegovina; Bosnia
Conselho Indigenista Missionário (CIMI); Brasil
Fórum Mudanças Climáticas e Justiça Social; Brasil
Equipo Itinerante Manaus y Equipo Itinerante
BOLPEBRA; Brasil
Instituto Agrario de Chimoio-Manica; Brasil
Associação Movimento Paulo Jackson – Ética,
Justiça, Cidadania (Bahia); Brasil
Articulação Antinuclear Brasileira; Brasil
Comissão Paroquial de Meio Ambiente de Caetité
(Caetité – Bahia); Brasil
FASE Bahia; Brasil
Centro de Estudos e Defesa do Negro do Pará –
CEDENPA; Brasil
Centro de Educação, Pesquisa e Assessoria
Sindical e Popular – CEPASP; Brasil
Coordenação nacional de articulação das
comunidades negras rural quilombolas (CONAQ);
Brasil
CDDH Marçal de Souza Tupã-i; Brasil
Comissão Pastoral da Terra – CPT-Nacional;
Brasil
Terra de Direitos; Brasil
Conselho de gestão kaapor; Brasil
Aliança RECOs – Redes de Cooperação
Comunitária Sem Fronteiras; Brasil
Movimento Mulheres pela P@Z!; Brasil
INSTITUTO AMAZÔNIA SOLIDÁRIA
(IAMAS); Brasil
Pastoral nacional da Mulher Marginalizada – SP;
Brasil
Justiça Global; Brasil
Fórum de Direitos Humanos e da Terra MT; Brasil
Centro Burnier Fé e Justiça; Brasil
O Movimento dos Pequenos Agricultores – MPA;
Brasil
FAMOC – Federação das Associações de
Moradores de Cariacica; Brasil
O Instituto Madeira Vivo; Brasil
Aliança dos Rios Panamazonicos; Brasil
Aliança dos 4 Rios da Amazonia: Madeira, Teles
Pires, Tapajós e Xingu; Brasil

Núcleo de Pesquisa Estado, Sociedade e
Desenvolvimento na Brasil
Amazônia Ocidental (NUPESDAO-UFAC)
Amigos da Terra Brasil; Brasil
Combate Racismo Ambiental; Brasil
Red de Accion por los Derechos Ambientales
(RADA); Chile
Censat Agua Viva, Amigos de la Tierra Colombia
COECOCEIBA; Amigos de la Tierra Costa Rica
Costa Rica
Red de Coordinación en Biodiversidad;
Costa Rica
Asociación Conservacionista YISKI; Costa Rica
Accion Ecologica de Ecuador
Cesta – Amigos de la Tierra; El Salvador
Salva la Selva; España
Asociación galega Cova Crea; España
Ecologistas en Acción; España
Friends of the Earth – US Eua
Clean Energy Alliance; Eua
Global Justice Ecology Project; Eua
Indigenous Environmental Network; Eua
WilderUtopia; Eua
The Environmental Justice Coalition for Water;
Eua
Physicians for Social Responsibility; Los Angeles;
Eua
Oakland Climate Action Coalition; Eua
New Wind Association; Finlandia
Emmaus Aurinkotehdas ry; Finlandia
Friends of the Earth Finland; Finlandia
Organización Fraternal Negra Hondureña
OFRANEH; Honduras
Clifton Justice and Peace Commission;
Inglaterra
Amigos de la Tierra Internacional; Internacional
World Rainforest Movement; Internacional
Consumers’ Association of Penang (CAP); Malasia
Borneo Project; Malasia
Movimiento Mesoamericano contra el Modelo
extractivo Minero – M4; México
Otros Mundos A.C./Amigos de la Tierra México
Medio Ambiente y Sociedad, A.C.; México
U Yits Ka’an, La Escuela de Agricultura Ecológica
de Maní Yucatán; México
Organización Campesina de Producción Por Un
Mundo Mejor OCPMM; México

[Lire la liste complète en ligne](#)

Xapuri Declaration, May 28, 2017

(Disponible uniquement en anglais, en espagnol et en portugais)

We, forest dwellers, rubber tappers, Apurinã, Huni Kui, Jaminawa, Manchineri and Shawadawa indigenous people, members of supportive organizations and the Jesuit Travelling Team, teachers from different universities, united in the city of Xapuri in the Brazilian state of Acre from 26 to 28 May 2017, at the meeting “The effects of environmental / climatic policies on traditional populations”, declare:

– That, at this moment of resurgence, we are unifying the struggles of indigenous peoples and rubber tappers in the same cause. Our union is our main weapon against capital.

– That, aware of the history of resistance of the forest peoples and the legacy of Chico Mendes, we will stand firm in the defense of our territories. Like the ones that preceded us, we will continue to oppose attempts to expropriate our ways of life. We demand the demarcation and recognition of our rights to land and territory.

– We reject the ongoing initiatives materialized in policies that aim to convey our territories to private capital groups, including ranchers and loggers. We are concerned about the lack of transparency and the way that different mechanisms have been put forward, including payments for environmental services such as REDD and its variations, unsustainable forest management plans and mechanisms foreseen in the new Brazilian Forest Code, many of which are imposed through intimidation, blackmail, negotiations under false pretences and with bad faith.

– We express our indignation about the false solutions, which legitimize the continuity and expansion of a socially and environmentally destructive model. We reject initiatives to offset pollution. We do not accept mechanisms based on restrictions on our way of life, and we express solidarity with people living in the areas that are contaminated by companies seeking compensation (offsets). We stand by the people from other countries who live in the areas impacted by the pollution generated by destructive companies. No one should live in contaminated areas; it is time to end all kinds of racism, including environmental racism.

– We are being harmed by the arrangements and negotiations between the government of Acre and other states and countries in favor of corporations eager for pollution credits, including oil and mining companies, loggers and agribusiness companies. We are concerned about ongoing talks about aviation emissions compensation through Reducing Emissions from Deforestation and Degradation of Tropical Forests, the so-called REDD mechanisms. We refuse to use the term carbon credits, understanding that they are actually pollution credits, which aggravate rather than solve the problem. We reject any form of climate colonialism.

– We express total solidarity with women and men who, forced to fulfill impossible prerogatives, get fined, criminalized, indebted, without conditions to maintain their ways of life, trapped in schemes that refer back to semi-slavery and debt bondage of rubber tappers in colonial times. We also express solidarity

with the residents of the rubber tree areas Valparaíso and Russas, who, coerced to submit to a REDD project, are threatened with expropriation of the lands that are rightfully theirs.

– Solidarity to the native community of Nova Oceania, of the Upper Tauhamanu River, in the municipality of Iberia, Peru. Our brothers and sisters Pyru Yini and other communities in isolation face the advance of deforestation, driven by timber concessions, which rely on the direct participation of businesspersons from Acre and others. These groups are involved in REDD projects and, while brokering international agreements with the support of Brazilian authorities, maintain predatory practices. We share the complaint that a village was destroyed, with 18 houses burned, in July 2014, with absolutely no action taken by the authorities, in an episode stained by impunity.

– We call on other rural and urban working people to reject this destructive pattern, marked by inequality and violation of the rights of indigenous peoples and traditional communities. We reiterate our unity in the struggle and willingness to resist to the end. Chico Mendes lives, not in the actions of governmental marketing, but in the struggle of the forest peoples.

[Lisez cet article en ligne](#)

[Table des matières](#)

Brésil : une lettre publique provenant d'Acre (Brésil) dénonce la « consultation » au sujet de REDD en Californie

Des organisations et des particuliers de l'État de l'Acre et d'autres États du Brésil ont envoyé ce mois-ci une lettre ouverte de dénonciation au gouverneur et à un Groupe de Travail (GT) sur REDD de Californie. La lettre met en question la légitimité d'une consultation réalisée au moyen de trois ateliers en Californie et d'une autre faite sur l'internet, en anglais, sur la manière et les conditions dans lesquelles les crédits REDD+ devraient être inclus dans le marché du carbone qui est en train de se créer en Californie. Après le 30 avril 2013, le GT estimera que la « consultation » sera finie et il enverra sa décision au gouvernement californien.

L'initiative californienne sur REDD+ est le résultat d'un accord signé en 2010 par les gouverneurs de Californie (États-Unis), de l'Acre (Brésil) et du Chiapas (Mexique) dans le but de concrétiser des affaires REDD+. Les États de l'Acre et du Chiapas « fourniraient » les crédits de carbone, tandis que l'industrie polluante de Californie en tirerait profit du fait qu'elle achèterait le « droit » de continuer à polluer.

La lettre d'Acre/Brésil dénonce, premièrement, qu'il s'agit d'un processus illégitime : « Nous, organisations et activistes de l'Acre et du Brésil, [...] nous dénonçons le projet du gouvernement de l'État de Californie des États-Unis, qui cherche à 'réduire' ses émissions de CO2 par 'l'acquisition' de crédits REDD+ des États de l'Acre et du Chiapas, au lieu de réaliser cette 'réduction' en Californie. Nous sommes contre cette proposition et nous dénonçons le processus de 'consultation' qui se déroule à ce sujet en Californie, parce qu'il manque de légitimité, faute de participation réelle des populations de l'Acre et du Chiapas, qui dépendent des forêts pour maintenir leur mode de vie et qui seront directement touchées par le projet REDD+ mentionné. »

La lettre publique affirme aussi que l'image verte que l'Acre montre au monde, celle d'un exemple avancé de durabilité et de la manière d'implanter REDD+ dans des zones de forêt tropicale – en se basant même sur l'image et sur les idéaux de Chico Mendes – ne coïncide pas avec la réalité, au contraire. La lettre dit que « REDD+ ne diminuera pas les émissions de carbone dans le monde, et encore moins la destruction de la forêt ; il augmente les injustices sociales et environnementales existantes ; il criminalise les méthodes traditionnelles des peuples, communautés et populations de la forêt et il a un caractère profondément néocolonialiste ».

La lettre suggère au gouvernement de Californie d'annuler la consultation illégitime qui est en cours, « à moins de faire sans délai une consultation adéquate des personnes concernées qui habitent les territoires où il prétend obtenir des crédits REDD ».

Un groupe d'organisations internationales a donné son appui à la lettre ouverte, en affirmant que « les décisions concernant la législation ou les programmes REDD+ ont déjà ou auront bientôt des effets négatifs sur le mode de

vie des populations forestières. Du moment que cette participation significative a été absente des processus concernant REDD+ en Acre ou pendant l'élaboration des recommandations au gouvernement de Californie à ce sujet, nous vous conseillons vivement de ne pas inclure les crédits de compensation REDD dans le plan de commerce d'émissions de Californie ».

« Nous sommes d'accord également avec les autres inquiétudes manifestées au sujet du mécanisme REDD+, et nous appuyons la demande exprimée dans la lettre ouverte : plutôt que d'inclure les crédits de compensation REDD provenant d'Acre dans son plan de commerce d'émissions, la Californie devrait prendre des initiatives pour réduire ses émissions sur place. »

La [version intégrale de la lettre](#) ouverte de dénonciation et celle de la [motion d'appui](#).

[Lisez cet article en ligne](#)

[Table des matières](#)



1. Résidents de Tres Bocas, Acre, Brésil. 2. Projet Valparaíso. 3. Rivière Purus. Ph: Verena Glass (FRL)

4. Lectures complémentaires

[Aviation et fausses solutions : la farce du projet REDD « Florestal Santa Maria, » au Mato Grosso, Brésil](#)

Ce projet REDD+ couvre près de 70 000 hectares et a vendu des crédits carbone à des programmes de compensations annoncés par au moins deux compagnies aériennes : Delta Airlines et TAP. Cependant, derrière ce projet se cachent une augmentation de la déforestation de la région, des antécédents d'accaparement de terres, une utilisation de certificats qui n'existent plus et des promesses non tenues aux communautés locales.

[Brésil : La destruction permanente des forêts et de la biodiversité dans l'état d'Acre est considérée comme un modèle de «l'économie verte» en Amazonie brésilienne](#)

[Brésil : des habitants de l'Acre dénoncent des violations de droits associées à la gestion forestière durable et communautaire](#)

[Peuples et territoires des forêts : violations des droits dans l'État d'Acre, au Brésil](#)

[REDD : une collection de conflits, de contradictions et de mensonges](#)

[Acre, Brasil : Uma história de desmatamento, redução de desmatamento e, agora, REDD \(disponible uniquement en portugais\)](#)

[REDD+, the carbon market and California-Acre-Chiapas cooperation : Legalizing mechanisms of dispossession, Les Amis de la Terre International, 2017, \(disponible en anglais, en espagnol et en portugais\)](#)

D'autres articles du Bulletin WRM sur REDD+

[REDD quitte les forêts pour envahir les paysages : la même chose, en plus grand et avec plus de chances de faire des dégâts | Bulletin 204, Août 2014.](#)

[« Paysages forestiers durables » : une nouvelle frontière pour la marchandisation de la nature | Bulletin 198, Février 2014. \(Disponible uniquement en anglais\)](#)

[Nigeria. Des forêts au plus offrant : REDD s'avère incapable de freiner le déboisement | Bulletin 222, Mars 2016](#)

[Nigeria. L'échange inégal et pervers entre le Nigeria et les puissances des entreprises colonialistes : des combustibles fossiles aux plantations industrielles de palmiers à huile et à la REDD | Bulletin 196, Décembre 2013.](#)

Indonésie. Le projet REDD d'Ulu Masen en Indonésie : du vent
Bulletin 202, Juin 2014.

Mexique. Selva Lacandona : le mouvement REDD
d'eldía de los Montes Azules
Bulletin 201, Mai 2014.

Pérou. La destruction masquée : le système REDD+ dans l'Amazonie péruvienne
Bulletin 208, Décembre 2014.

Pérou. REDD+ met la forêt amazonienne et la biodiversité au service du marché
financier | Bulletin 190, Mai 2013.

A propos du Mouvement mondial pour les forêts tropicales WRM (WRM)

Le Mouvement mondial pour les forêts tropicales (WRM) est une initiative internationale mise en œuvre en 1986 par des activistes de divers pays pour faciliter, soutenir et renforcer la lutte contre le déboisement et l'accaparement de terres dans les pays où il y a des forêts et des communautés qui en dépendent. Son but est d'aider les communautés dans leur lutte pour disposer de leurs terres, leurs forêts et leurs moyens d'existence, tout en tenant compte de la parité hommes-femmes. Le WRM soutient les efforts dirigés à défendre les forêts et les communautés qui en dépendent contre l'exploitation forestière commerciale, les barrages, les mines, les plantations d'arbres, l'élevage de crevettes et l'agro-industrie, et contre les projets de conservation forestière qui les menacent, comme REDD+ et d'autres systèmes de compensation qui font partie de la tendance croissante à la marchandisation de la nature.

À propos du Bulletin du WRM

Le bulletin électronique du WRM se veut un outil de soutien aux luttes des peuples qui défendent leurs terres et leurs forêts et cherche à faire entendre les voix des nombreuses luttes de résistance. En outre, le bulletin vise à informer et à alerter sur les initiatives internationales en lien avec les forêts qui pourraient avoir des incidences et des risques pour les peuples dépendant des forêts et d'autres populations. Il est publié depuis 1997 et est actuellement diffusé en quatre langues : anglais, espagnol, français et portugais.

Si vous souhaitez recevoir le Bulletin de WRM, veuillez vous inscrire ici :

<http://eepurl.com/8YG29>. L'inscription est gratuite.



Mouvement Mondial pour les Forêts Tropicales (WRM)

Avenida General María Paz 1615, bureau 3

11400 Montevideo - Uruguay

Téléphone / Fax: +598 2605 69 43 | Email: wrm@wrm.org.uy

www.wrm.org.uy/fr